

Chapitre 1 : dans le désordre

*Surréalisme : ensemble de procédés de création et d'expression
utilisant toutes les forces psychiques (automatisme, rêve, inconscient)
libérées du contrôle de la raison.
(Le Petit Robert, 1973)*

1. Des forums démultiplicateurs

Allons-nous, avant même d'entamer notre filature ethnographique, replacer dans leur contexte tous ces projets de promotion de la santé ? Allons-nous décrire où et quand ils apparaissent ? Bien sûr. Mais toutes nos descriptions préalables concerneront les lieux les plus élémentaires de leur production : une salle de réunion, un bureau, un coin de table. Hors de question que nous allions chercher les profils épidémiologiques de la région, le rapport de ses activités économiques, un aperçu de sa situation politique, un historique des faits marquants, des statistiques démographiques ou des registres paroissiaux. Nous laisserons les acteurs aller les chercher pour nous. S'ils les mobilisent dans leurs élaborations de projets, s'ils en tiennent compte, alors nous en tiendrons compte aussi. Mais rien ne nous garantit que les élaborateurs de projets de promotion de la santé aient même recours à un seul d'entre eux pour situer leurs projets dans un « contexte ». Pourquoi ne pourraient-ils pas préférer à tous ces documents officiels le témoignage de la voisine, un reportage diffusé à la télévision ou le poème d'un artiste local ? Nous tâcherons donc de décrire comment ils donnent un contexte à leur projet et nous verrons celui-ci se construire et se déconstruire au fil des réunions, s'organiser au fur et à mesure que le projet et ses concepteurs s'organisent. Un projet n'est pas dans un contexte, ses concepteurs lui donnent un contexte⁵⁹.

⁵⁹ C'est ce qu'observe Latour à propos des projets techniques. Mais celui-ci traite le projet qu'il étudie comme un sujet affirmant que ce dernier se donne un contexte *in* LATOUR, *Aramis ou l'amour des techniques* p. 115. Il fera de même avec le droit à qui il attribue une force particulière (celle propre aux « faitiches ») qui le fait cheminer au travers des plaidoiries du Conseil d'Etat et lui fait modifier la position des juges et des avocats *in* LATOUR, *La fabrique du droit. Une ethnographie du Conseil d'Etat*. Nous aurons du mal à prêter ainsi la vie aux projets que nous allons décrire. Toutefois nous invitons le

a. Donner un contexte à un projet

Aucun épidémiologiste, aucun économiste, aucun politologue, historien, démographe ou curé et a fortiori aucun sociologue ne peut prétendre connaître d'avance le contexte de ces projets. Il est impossible de les replacer dans leur contexte si nous ne nous donnons pas la peine de suivre le cours de leur élaboration. Comment les projets que nous allons suivre durant cette filature ethnographique vont-ils être contextualisés ? Voilà la question qu'il nous faudra nous poser. Qu'est-ce qui sera mis en évidence par les élaborateurs ? Qu'est-ce qu'ils décideront de mettre en lumière ? Sur quoi dirigeront-ils le faisceau de leurs lampes de poches ou de leurs puissants projecteurs ? C'est pour l'instant un simple néon et un peu de lumière solaire qui éclairent le tableau blanc sur lequel l'animatrice de la réunion inscrira bientôt les premiers éléments de notre premier projet. Nous sommes en décembre 1999.

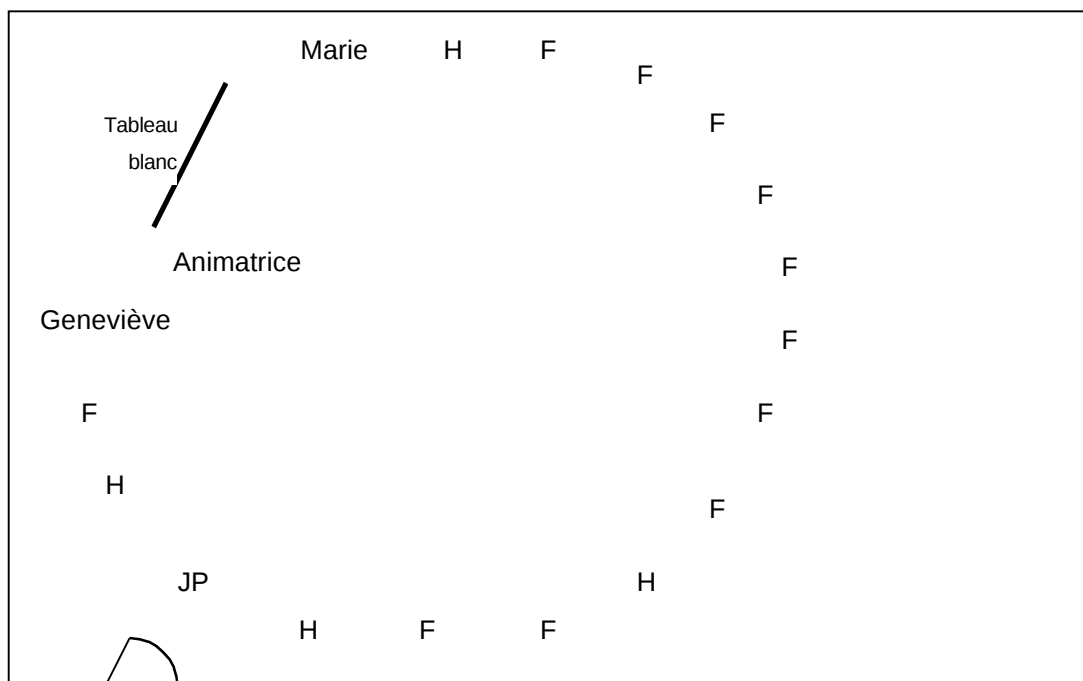


Figure 1

lecteur à rester attentif aux rapports qu'entretiennent avec le projet ceux qui interviennent dans son élaboration.

La scène se passe aux abords de la ville de La Louvière, au premier étage d'un bâtiment rustique, une sorte de grosse auberge néo-gothique sise au milieu d'un parc. Une vingtaine de personnes adultes dont trois quart sont des femmes, sont assises en cercle face à l'animatrice, Amandine, qui se tient debout à côté du tableau blanc encadrée par ses collègues : Marie, la secrétaire, qui prend note et Geneviève qui écoute.

Toutes ces personnes travaillent dans la région, soit en promotion de la santé, soit dans le secteur de la jeunesse, de l'éducation ou des affaires sociales. Toutes s'apprêtent à « délibérer autour de la question de la problématique de la santé des jeunes dans la ville » ; c'est du moins ce pour quoi elles ont été invitées dans un courrier reçu vingt jours plus tôt, expédié par la coordinatrice de La Louvière Ville-Santé au nom du groupe de travail « Avoir 20 ans à La Louvière »⁶⁰. Cette lettre était accompagnée premièrement, d'un carton d'invitation -format A5- sur lequel on pouvait lire : « Entre vous et nous, une histoire de loups. Deuxième matinée-rencontre sur la santé des jeunes dans la cité ». Juste en-dessous, se trouvait le programme qui reprenait les quatre temps forts de la demi-journée : l'accueil, l'introduction, la délibération et le repas de clôture. On y voyait également, outre le texte, deux éléments graphiques particuliers : sur toute la page, la photographie d'une peinture représentant une louve sur fond de cheminées d'usine et dans le coin inférieur gauche du document, trois logos superposés : au-dessus, celui de La Louvière Ville-Santé, au-milieu celui de la Région Wallonne et au-dessous, celui de la ville de La Louvière.

Deuxièmement, on trouvait également dans ce courrier une brochure en papier glacé de quinze pages mentionnée dans la lettre comme « un document présentant les résultats des réflexions menées, en 1997 et 1998, avec les jeunes, les spécialistes et les adultes autour de la santé des jeunes dans la ville »⁶¹. « Un document rédigé par l'équipe permanente « Ville-Santé », était-il précisé sur la première page de la brochure, avec la participation du groupe de travail « Avoir 20 ans à La Louvière » »⁶². Sur la dernière page, on pouvait voir quatre photos d'œuvres d'art réalisées par quatre jeunes artistes primés à l'occasion d'une exposition/concours organisée en 1997 par un service

⁶⁰ La Louvière Ville-Santé, *courrier du 22 novembre 1999*, La Louvière.

⁶¹ Ibid.

⁶² La Louvière Ville-Santé, *La problématique de la santé des jeunes dans la ville de La Louvière*, La Louvière, 1999, p. 1.

communal destiné aux jeunes Louviérois. Dans trois de ces quatre œuvres était représentée une louve -dont celle qui figurait sur le carton d'invitation- et dans deux, des cheminées d'usines fumantes. C'est sur base du contenu de cette brochure que les professionnels sont maintenant invités à réfléchir et éventuellement élaborer un projet ensemble, comme nous l'explique l'animatrice en début de séance⁶³ :

[Extraits de réunion, 11/12/99]

[Chacun se présente rapidement en donnant son nom et celui de son institution]

L'animatrice : voilà, on a fait le tour, je ne dirais pas de table mais de cercle, c'est plus adéquat. Voilà, je vous explique en quelques mots comment les choses vont se dérouler. La première étape c'est un petit topo sur les trois **visions** qui apparaissaient lors de **l'enquête**. La deuxième étape consistera à nous demander ce qui pourrait être fait lorsqu'on regarde ces visions. Cette deuxième étape n'implique pas forcément que ici, chacun d'entre vous va devoir faire des choses. Il y a des choses qui sont déjà faites chez vous. Mais ça permet parfois de recadrer certaines actions et si des choses doivent être faites on pourra se dire dans quelles perspectives elles pourraient l'être. Et si vraiment, à la fin de la séance, ça débouchait sur ce questionnement et sur cette nécessité de faire des choses, ce sera le **groupe de travail** qui pourra toujours se donner la perspective de se dire : « on les mettra en oeuvre ou pas ». Mais au-delà de la **synthèse des discussions**, on n'est pas obligés de se dire : « nous allons faire des choses ensemble ». Si vous désirez [elle rit] on peut en faire, ce n'est parfois pas nécessaire.

[L'animatrice se déplace vers le tableau sur lequel se trouve le schéma de la figure 1]

L'animatrice : voilà, alors sans plus tarder je vous propose d'expliquer grâce à ce petit schéma le matériel qui avait été collecté au cours de toute une série d'animations. On a ramené ça à des visions, des **façons de voir** la santé des jeunes dans la ville et c'est vrai que ça a été traduit sous forme d'« **expressions** ». Quand le matériel a été récolté on l'a organisé autour de trois visions qui sont : « la santé comme expression du lien social » ; « la santé comme expression de la citoyenneté » ; « la santé comme expression de l'épanouissement individuel ».

En règle générale, la mobilisation des résultats d'une « enquête » participe à la mise en lumière de certains éléments du contexte. Quatre ans plus tôt, quasiment jour pour jour, d'autres recherches avaient été mobilisées pour soutenir un projet qui concernait lui aussi la santé des jeunes de La Louvière -l'équipe de La Louvière Ville-Santé y côtoyait

⁶³ Dans les extraits de réunion ou de documents que nous retranscrivons dans ce chapitre, nous indiquons entre crochets nos commentaires ou indications et nous faisons figurer en caractère gras les mots importants qui seront repris entre guillemets dans notre propos. Ces mots entre guillemets sont également ceux que nous avons entendus en réunion et que nous utilisons dans ce texte. L'auteur se permettra de mettre l'emphasis sur certains mots en ayant recours à l'italique.

déjà certains des professionnels présents à cette réunion. Mais les études auxquelles il était fait référence à l'époque en parlaient dans des termes fort différents :

[Document 2, 1995, p.3-5]

COMITE REGIONAL DE COORDINATION
DES ACTIONS DE PROMOTION DE LA SANTE DU CŒUR
DANS LA REGION DU CENTRE.

Document de Base

[...]

2.2. Les facteurs de risque cardio-vasculaire

[...]

2.2.2. Chez les jeunes

L'enquête « les comportements de santé des jeunes » (OMS, Health Behaviours of Schoolage Children, Belgique, Communauté Française, 1990) nous montre que, à 15 ans, 13 % des garçons et 21 % des filles sont considérées comme fumeurs « réguliers », c'est-à-dire fument au moins une cigarette par semaine (un tiers de ces fumeurs réguliers fume plus de deux paquets par semaine). [...]

L'enquête « les comportements alimentaires des adolescents en Communauté Française » menée par PROMES en 1988 montre que le petit déjeuner est négligé de manière beaucoup plus fréquente, chez garçons et filles, dans l'enseignement professionnel. De même, le repas chaud à midi est beaucoup moins fréquent dans l'enseignement professionnel, pour les deux sexes. Les jeunes de l'enseignement général mangent nettement moins souvent dans des snacks et cafés que ceux de l'enseignement technique et professionnel ; la même différence apparaît en ce qui concerne les repas du type « quick ». L'enquête concernant les pratiques sportives des jeunes de 6 à 18 ans en Communauté Française réalisée par l'U.C.L. (communiqués par l'ADEPS dans Sport 1991-4) montre que le fait de pratiquer ou non un sport est très lié au milieu socio-professionnel : plus on appartient à une catégorie sociale élevée, plus on est enclin à faire du sport.

Ces différences nettes entre enseignement spécial, technique et professionnel, et entre milieux socio-professionnels, soulignent clairement les inégalités sociales en matière de santé.

En comparant rapidement ces différents types d'enquêtes mobilisées au départ de l'élaboration d'un projet, on remarque que le contexte produit diffère fortement. D'un côté, un schéma reprend trois énoncés censés synthétiser les représentations d'une assemblée de jeunes en matière de lien social, de citoyenneté et d'épanouissement individuel. De l'autre, une série de statistiques viennent appuyer la description des comportements d'un échantillon de jeunes en matière de tabagie, d'alimentation et d'activité physique. Voilà deux façons radicalement différentes de parler de la santé. Laquelle aurions-nous du choisir pour planter d'emblée le décor de notre filature?

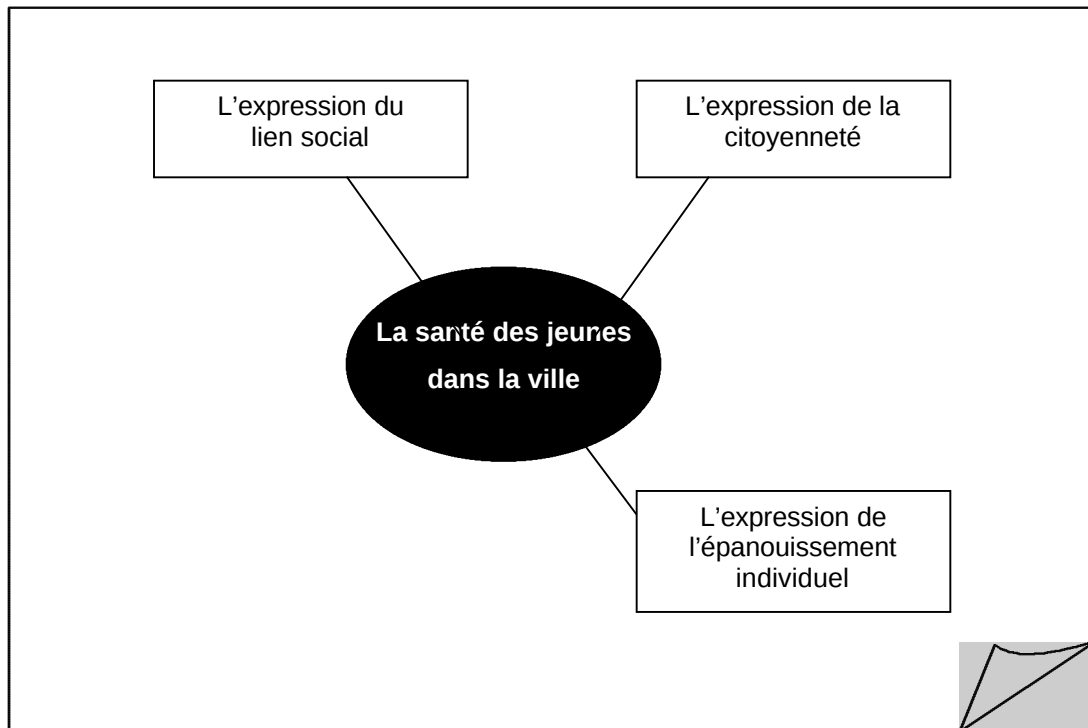


FIGURE 2

Revenons-en à notre réunion. L'énigmatique schéma plonge le groupe dans le silence. Un silence de 20 secondes. Le calme avant la tempête. La tempête des idées de laquelle on espère voir émerger un projet, son contexte, une image unique qui selon les théories connexionnistes est nécessaire à l'action⁶⁴ et l'identification d'un problème qui appelle une solution commune⁶⁵. *Brainstorming*. Généralement prononcé à l'origine du travail d'élaboration, ce mot résonne comme une incantation. C'est l'appel au chaos. Le réel va peu à peu se disloquer, se faire déchiqueter par les mots qui viendront lacérer un grand tableau blanc. L'espace et le temps vont être tordus, déformés, fracassés. L'histoire sera

⁶⁴ Dans les années 1990 est apparue la présomption d'une cognition socialement distribuée in E. HUTCHINS, *Cognition in the wild* (1995) ou partagée in L. B. RESNICK, J. M. LEVINE, S. D. TEASLEY, *Perspectives on socially shared cognition* (1991). Cette approche est appelée connexionniste en ce qu'elle permet de comprendre comment est générée la connaissance dans les interactions constantes entre les membres de l'organisation. C'est dans ces connexions qu'une image de l'environnement est négociée avec succès ; une image qui est plus complexe que celles stockées chez chacun des membres du réseau. Le modèle connexionniste lie environnement et configurations d'acteurs. Il ne présuppose pas au départ un contenu identique de connaissance mais bien autant d'interprétations de l'environnement qu'il y a d'acteurs. Il situe l'expertise ni dans l'utilisateur ni dans l'outil mais dans le processus de représentation successive des données originelles pour produire une réponse à un problème. Pour un bon résumé et une critique de cette approche qui malheureusement néglige trop le contexte des interactions et le rôle joué par le porte-parole du réseau, voir J. R. TAYLOR, E. J. VAN EVERY, *The emergent organization. Communication as its site and surface* (2000), p. 194-223.

⁶⁵ Pour le dire comme Michel Callon à propos de l'activité de « problématisation » au départ de laquelle commence à se former le réseau in CALLON, "Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc".

réécrite, les cartes redessinées. On changera de date, on changera d'échelle, à chaque seconde de ce désordre. Ce sera le grand chambardement de nos coordonnées, le grand bouleversement de la réalité.

Au début c'est la fin. C'est souvent comme cela que commence un projet. La fin d'un monde, la fin d'une époque, la fin d'une idée reçue, l'apocalypse d'une certitude. Très tôt, tout devient pluriel, tout devient éminemment nombreux. Chacun avance son point de vue, chacun dépeint sa réalité. Les mots se juxtaposent ou se superposent au tableau comme des coups de pinceaux sur une toile. Celle-ci, se colore d'une infinité d'événements, d'une multitude de faits et gestes, d'une grande variété de personnages et de saisons. Ce n'est pas encore du réalisme. La réalité ne viendra que beaucoup plus tard, lorsque le projet, qui-sait, se réalisera. C'est plus proche du surréalisme ou de l'expressionnisme. Il se crée devant nos yeux une œuvre bouleversée où l'on voit apparaître le tout et son contraire, des éléments sans queue ni tête, des causalités qui s'inversent, des mots étranges, des phrases bizarres. Une œuvre parfois bouleversante qui lie des expériences troublantes, des images choquantes, des propos qui interpellent, des vérités profondes. Telle celle d'un peintre expressionniste, Alechinsky, lorsqu'il nous parle de La Louvière.

[Document A, 2000, p.33]

La Louvière : sa pluie, ses poètes, sa zone, son point de vue personnel, le verdoisement de ses crassiers, son Harmonie du peuple, son automne, son chant de tramway, ses exilés, la bretelle de son autoroute, ses petites mains, son aube, ses maisons de rapport, ses balcons en fonte, son surréalisme, ses vestiges du dix-neuvième siècle, ses reliefs d'atelier, son degré d'hygrométrie, ses reliés à l'automatique, ses exercices en cas d'alerte, ses vastes forêts carbonifères, ses derniers sentiers, ses pâturages, ses héroïnes aux muqueuses si douces, ses sciatiques, son fort accent, son fumet, ses hésitations urbaines, sa longitude, sa nouvelle station de chemin de fer, ses visiteurs, ses premiers syndicalistes, ses sécrétions, ses propriétaires, ses réfractaires, ses repas au restaurant comme à la maison quand c'est pas l'inverse, ses courbes, sa couleur brique, son ex-Casino des Flamands, ses souvenirs littéraires et artistiques, sa Friture de l'Industrie, sa morale, ses pierres bleues, ses fissures de tremblement de terre, son fantôme de la rue Ferrer, ses allusions, ses alluvions, ses abonnés à un quotidien, son allant, sa neige fondue, ses aménagements de la place Maugrétout, ses ensembles ethniques, ses pistolets du matin, ses absences, ses descendants de l'unique acquéreur d'un Van Gogh de son vivant, ses cuisines-caves, son Drapeau Blanc, ses furieuses envies, son Septième Ciel, ses murs d'usines garnis de tessons, sa rue des Rivaux,

ses braguettes au printemps, son sourire en anamorphose, sa symbolique, ses mélanges, ses rideaux à tringle, ses toasts portés aux banquets, ses objets perdus, ses buts de promenade à pied, son pourcentage d'athées, son potage aristocratique, ses chromos, son milieu, son Tivoli, sa bonne haleine, son abandon, ses tartines de cassonade, sa maquée, sa trempe, son sens du décoratif, ses hôtes, son alimentation générale, ses toits de tuiles mécaniques, le hâle de ses mâles, son incontestabilité, son hoquet, ses origines, son front de mer retiré, ses projets, sa douceur, l'hispanique éclat des yeux de ses jeunes filles, sa fondamentale centralité, ses moules, son rayonnement, sa limonade, ses nuits, sa louve vierge.

Peu à peu le tableau blanc s'assombrit, comme une voile dans la tempête, une tempête dans les cerveaux, *brainstorm*. La première réunion prend l'allure d'un beau trois mats que la tourmente n'inquiète pas. Les idées qui déferlent dans sa voilure ne sont pas contradictoires. Elles vont toutes dans le même sens, sans faire de vagues. En enroulant ses grandes feuilles A2 trempées d'encre, l'animatrice restée à la barre pendant toutes les discussions, se réjouit d'avoir pu garder le cap. Ce qu'on sait maintenant de la santé des jeunes à La Louvière pourrait se résumer à ceci :

[Résumé de réunion, 11/12/99]

La santé des jeunes à La Louvière : ses jeunes qui se laissent aller, le chacun pour soi de ses associations, la féroce concurrence de ses ateliers de couture, ses possibilités de choix, les cotisations trop élevées de ses clubs de foot, ses jeunes qui n'ont plus de citoyenneté, sa violence dans les bus, ses mercredis à l'ONE, des bébés prétextes à la discussion, ses écoles pleines de jeunes, ses familles qui démissionnent, sa violence qui augmente en hiver, ses jeunes qui volent, ses chantiers de construction pillés par les parents, sa présence aléatoire de policiers, ses parents qui ont perdu leur éducation, sa télévision court-circuitant les projets d'éducation, son conservatoire trop exigeant, ses professionnels qui ont des connaissances mais pas du savoir, ses maisons de rencontre pour occuper les soirées, ses populations qui se déplacent, ses vieux qui ont peur des jeunes, son absence de danger, ses heures de fermeture d'esprit, sa saleté, sa propreté, ses murs vides, ses vitrines vides, ses vitrines pleines de choses à vendre, sa situation économique défavorable, ses gens qui fument pour compenser, ses routes dangereuses, ses soins de santé que les jeunes pensent coûteux, ses bornes interactives.

b. Le contexte des professionnels

La deuxième réunion quant à elle manque de tourner au naufrage. Trente jours ont passé avant de mettre à flot un deuxième navire composé de gens différents mais de professions semblables à celles aperçues dans le premier groupe : professionnels de la

promotion de la santé, représentantes de l'Inspection Médicale Scolaire (IMS) et d'un service Psycho-Médico-Social (PMS), éducateurs, préfets d'école, représentants d'un planning familial, assistants sociaux, responsables du Centre Public d'Action Sociale (CPAS), du Plan Social Intégré (PSI), du Mouvement des jeunes travailleurs (MJT), de la Ligue des Droits de l'Enfant (LDE), etc. Déjà la tempête des idées fait rage.

[Résumé de réunion, 20/01/00]

La santé des jeunes à La Louvière : ses jeunes qui ne savent pas ce que la citoyenneté veut dire, sa société individualiste, ses parents sans emploi, les énormes difficultés financières de ses familles, sa grosse lassitude d'adolescents désabusés, ses « à quoi bon ? », la fumée de ses cigarettes ou celle de ses usines Boël, son fatalisme, la déprime collective de sa jeunesse, sa situation un peu dialectique où on attend que la poule pondre l'œuf, ses responsables politiques qui n'appliquent pas ce qu'ils impliquent, son jeune qui ne sait plus quoi faire, sa société vraiment trop artificielle, ses luttes de 60, ses jeunes qui sont dans la semoule, ses fourmis qu'on produit à l'école, son manque de restaurant, son lien social quasi inexistant.

Soudain, une infirmière d'un planning familial se met à douter. Elle s'interroge sur la constitution de ces longues listes à la Prévert. Elle lance un cri d'alerte, elle souhaite vivement qu'on reprenne de la toile, qu'on rétrécisse la voilure, le cadre du tableau blanc et celui des discussions sinon on risquerait de dériver dangereusement.

[Extraits de réunion, 20/01/00]

L'animatrice : vous voulez ajoutez quelque chose ?

L'infirmière du planning : j'ai été interpellée par tout ce qui a été dit quand on parlait de la citoyenneté, des droits et des devoirs. Ca m'a frappé qu'on parle des droits et des devoirs des jeunes. Mais dans ce qu'on entend jusqu'à présent, il n'y a concrètement, je dirais, rien par rapport à la santé !

Son appel est entendu mais il n'est relayé qu'une seule fois et finit par se perdre parmi les éléments. A nouveau la vague se creuse.

[Extraits de réunion, 20/01/00]

Un éducateur de rue : je reprends ce qu'a dit madame (Jeanne), c'est important. Nous on fait de l'éducation à la santé. Mais nous constatons par exemple qu'il y a des jeunes qui n'ont même pas de mutuelle, qui ne savent même pas ce que c'est. Donc ils sont tous sur le carnet de leurs parents, donc ils n'ont pas de carnet eux-mêmes, donc ils n'ont aucune mutuelle, donc ils sont dans le vague.

Le bateau devient ivre. Il tangué sur la question de la responsabilité. Lorsque l'animatrice demande de désigner « un endroit où les choses peuvent se mettre en place », des vents contraires se mettent à souffler. « Dans les écoles ! » rugit inlassablement un animateur en milieu scolaire, « dans les familles » répondent sans cesse deux préfets d'athénées.

[Résumé de réunion, 20/01/00]

La santé des jeunes à La Louvière : ses jeunes qui sont dans le vague, ses mines, ses immigrés, ses polonais, ses italiens, sa mortelle silicose, ses cours pour tailler des rosiers, ses parents qui ne parlent plus à leurs enfants, ses nouveaux milieux familiaux et leurs grands-parents dans tous les sens, sa société pas toujours favorable, son manque de lieux de parole, ses PMS complètement dépassés, ses familles qui sont ce qu'elles sont, ses concours sans rien à gagner, l'abondance de ses retraités actifs, ses jeunes qui aiment bien discuter, son école de huit à seize, ses tris de déchets, la menace de ses amendes, ses dépotoirs autoroutiers, ses enfants livrés à eux-mêmes dans la rue, son grandissant décrochage scolaire, les portes largement ouvertes de ses associations, ses portes qu'on ne pousse pas, ses grandes vacances à la côte d'Azur, ses tentatives de suicide, ses fugues, son « je fais tout et tout seul » associatif, son tas de possibilités, ses outils, ses projets.

Jusqu'à ce qu'une personne employée à la délégation culturelle de la Province du Hainaut se précipite pour s'accrocher au mat de la politique en disant qu'elle ne veut plus rien entendre de tout le reste. Ce qui a l'air de satisfaire l'un des préfets.

[Extraits de réunion, 20/01/00]

L'employée de la Province : moi ce qui m'interpelle beaucoup c'est : l'école, les CPAS, les différents acteurs, etc., travaillons ensemble enfin ! Ce n'est pas soit l'un soit l'autre. A partir d'un moment, on se met autour de la table et on conçoit un projet pédagogique en disant « bon on est dans une ville, on vit dans une ville », on définit le but à atteindre « où est-ce qu'on va ? c'est quoi la finalité ? ». « Faire des gens, des jeunes qui n'essaieront pas de s'autodétruire avec la cigarette, la drogue, etc., qui seront très attentifs à la protection de l'environnement, qui vont être d'excellents citoyens pour aller voter, et puis bon, bien ramasser leur papier, enfin bref impeccables. Oh merveille ! » Et alors quand on est tous d'accord sur cette finalité là, qu'on y aille ! Enfin, c'est un peu déprimant de dire « ah non c'est les familles, ah non c'est les écoles ». C'est pas ça du tout ! C'est pas « soit soit », c'est tout le monde ensemble. Et là je pense qu'on est bien dans la responsabilité des pouvoirs publics parce que qui d'autre que l'interlocuteur politique a en charge cette coordination d'actions. Or là c'est un peu désespérant quand on regarde (elle rit) la case départ, excusez moi, quand on regarde la case départ.
(brouhaha)

Un premier préfet : il faudrait des actions concrètes de la part de la famille, de la part de l'école, de manière à rétablir cette confiance et automatiquement la citoyenneté revient. Je suis tout à fait d'accord avec vous, tout est lié, tout est lié.

Pendant cette petite accalmie, les professionnels en profitent pour se répéter plusieurs fois, avec de nombreux exemples à l'appui, « qu'on oublie souvent que les gens peuvent être acteurs ».

[Résumé de réunion, 20/01/00]

La santé des jeunes à La Louvière : sa désespérante case départ, ses acteurs nés, son effet d'entraînement, ses boules de neiges, sa communication à grand frais, le bon fonctionnement relatif de ses parades, ses mots d'excuse par téléphone, le lien social extraordinaire entre ses jeunes, sa charrue avant les boeufs.

Mais lorsque l'animatrice lance un appel aux suggestions pratiques, la première réponse qui fuse replonge ces « acteurs » dans l'oubli. A leur place, certains mettent en lumière l'absence de « lien social entre les asbl ». C'est au départ de ce bout de contexte-là que sera identifié « le problème ».

[Extraits de réunion, 20/01/00]

Un responsable du PSI : chez nous par exemple. Nous sommes 11 à travailler pour 75.000 habitants. Ben voilà ça répond déjà. A Chapelle ils sont 12 pour 14.000 habitants. Il faudrait remettre un peu plus de monde.

Province : les asbl para-communales qui sont attachées à la ville de La Louvière et qui s'occupent des jeunes, quand tu les mets toutes ensemble, c'est 30 permanents qu'il y a ! Donc à un moment donné, ici, on va reconstruire **le lien social entre les asbl** hein !?

Une responsable du MJT : asbl qui ne se rencontrent jamais. Parce que nous, déjà avec les mouvements de jeunesse, il y a des mouvements de jeunesse avec lesquels nous ne pouvons pas collaborer.

Province : d'accord oui, mais bon.

[MJT donne un exemple]

L'animatrice : alors, d'un point de vue plus pratique ?

MJT : il faudrait peut-être à un moment donné...

Un responsable de la LDE : ...faire un inventaire.

MJT : oui, qu'on fasse un inventaire et que les gens s'entendent et s'écoutent et puissent collaborer, qu'on leur donne les moyens.

L'animatrice : les moyens de ? De collaborer ?

MJT : de collaborer, d'exister ensemble.

[MJT donne un exemple]

Un deuxième préfet : ça, quand tout est cloisonné...

MJT et Province ensemble : certainement **c'est ça le problème**, oui voilà.

[Quelques minutes plus tard un psychologue propose de faire un vade-mecum]

L'animatrice : est-ce qu'il y a encore des propositions pratiques par rapport au lien social ?

Le psychologue d'un planning familial : dans le projet de faire un vade-mecum, il y a deux choses en fait. Il y a simplement le listing des organismes qui permet à certains de savoir où s'adresser, c'est une première chose, et puis le fait de travailler en commun.

Pour parler comme un promoteur de santé, la santé est devenue l'expression du lien social entre les professionnels. Réunis pour parler de la santé des jeunes, ils s'expriment maintenant sur les pratiques de concurrence et de coordination entre organismes subsidiés. Au point de se demander qui sont les destinataires de leur éventuel projet.

[Résumé de réunion, 20/01/00]

La santé des jeunes à La Louvière : ses 11 professionnels pour 75.000 habitants, ses 30 pour 75.000, ses 9 pour 10.000, ses 12 pour 14.000, ses gens motivés avec leurs instruments, la mainmise de ses organismes, son cloisonnement, ses années de fonctionnement, ses 19 quartiers dans l'entité, ses clivages de visions, son tronc commun insuffisant, ses 80 associations qui vendent chacune leur tartine.

[Extraits de réunion, 20/01/00]

MJT : mais pour quel public ? Qui est notre public ? Les jeunes, les jeunes étudiants, les jeunes dans la cité ?

[brouhaha]

Le deuxième préfet : parents, enfants, jeunes et moins jeunes...

MJT [qui siffle] : c'est très large !

L'animatrice : c'est en général comme ça. Mais c'est autour de ça qu'on peut fédérer. On ne va pas entrer là-dedans...

MJT : non non non

L'animatrice : ...ça pourrait nous mener loin. Mais enfin ce sont des pistes.

Finie l'accalmie. La question des destinataires déchire le ciel qu'on devinait pourtant bleu. Et comme l'avait prédit l'animatrice, elle emmène au large ce qui n'est plus qu'un radeau brinquebalant, chahuté par une polémique sur ce que certains disent à propos des destinataires qui ne sont pas ce que les autres croient qu'ils sont. En ce qui nous concerne, nous laisserons ce radeau partir à la dérive. On y reviendra dans un chapitre plus approprié pour le traitement de ce genre de cas. Quant à ces professionnels, ils s'empoigneront avec délicatesse, prêts à se dévorer tout crus. Pas de chance pour celui

qui a la courte paille, ils ne lui feront pas de cadeau. Au contexte nous ajouterons donc ces professionnels qui s'étripent en douceur.

[Résumé de réunion, 20/01/00]

La santé des jeunes à La Louvière : ses parents qui mettent des chips dans les serviettes de leurs enfants, ses étrangers qu'on a qu'à renvoyer chez eux, ses nègres, ses personnes de couleur, ses noirs, ses yeux d'italiens, ses 12.000 italiens pour 200 noirs, ses 5 mètres à vélo pour 1 cigarette, ses débiles modérés, ses jeunes heureux crottés jusqu'aux yeux, ses colonies de vacances qui téléphonent pour dire que la bouffe est pas bonne, ses jeunes désabusés pris comme alibi pour ne rien faire, ses jeunes pleins de ressources, ses promenades à vélo le long de ses canaux, les vtt dans ses forêts, ses jeunes pas très faciles, ses tickets de bus à 25 francs pour revenir au centre-ville, ses terrains de mini-foot à refaire, ses demandes au Collège, ses rapports, ses réponses, ses bons de commandes, ses salons à 80.000 francs qu'on ne sait même pas où mettre, ses tambourins construits avec des queues de cerises, sa fille qu'on ne laisserait pas se promener seule, le désavantage de ses reliefs, ses vélos dont on a pas l'habitude, son absence de démocratie à l'école, ses profs qui rechignent, ses profs qui ne sont pas formés pour, ses profs qui n'osent pas faire appel aux spécialistes, le fac-similé de son conseil consultatif des jeunes, ses élections qui arrivent en octobre.

Brouhaha. Déplacement de chaises. Tout le monde quitte le navire. L'animatrice s'excuse publiquement de n'avoir pas été plus sévère dans la gestion du ... Mais elle ne termine pas sa phrase et remercie tout le monde d'avoir participé. Nous voilà seuls avec tous ces mots et toutes ces virgules. Ils paraissent sortis de leur contexte. Mais en même temps chacun d'entre eux le constitue. Nous ne savons pas trop quoi en faire. Et les professionnels non plus à vrai dire. Aucune image unique n'a émergé de ces deux réunions consacrée à la santé des jeunes à La Louvière, excepté en ce qui concerne la situation des professionnels eux-mêmes. Ils sont tous d'accord pour dire qu'ils ne savent pas qui fait quoi et qu'ils ne travaillent pas ensemble, le projet consistant alors à faire réaliser un inventaire et à faire instaurer une coordination.

Un mois et demi plus tard, le groupe de travail « Avoir 20 ans à La Louvière » chargé d’y voir plus clair ou au moins d’éclaircir la situation, se réunit. Il y a là trois promoteurs de santé (Amandine de La Louvière Ville-Santé qui anime, Isabelle et Zoé du Centre Local de Promotion de la santé des arrondissements de Mons et de Soignies (CLPS)) pour deux professionnelles du PMS et du PSI et un conseiller communal. La réunion se passe autour d’une table, dans les bureaux de La Louvière Ville-Santé.

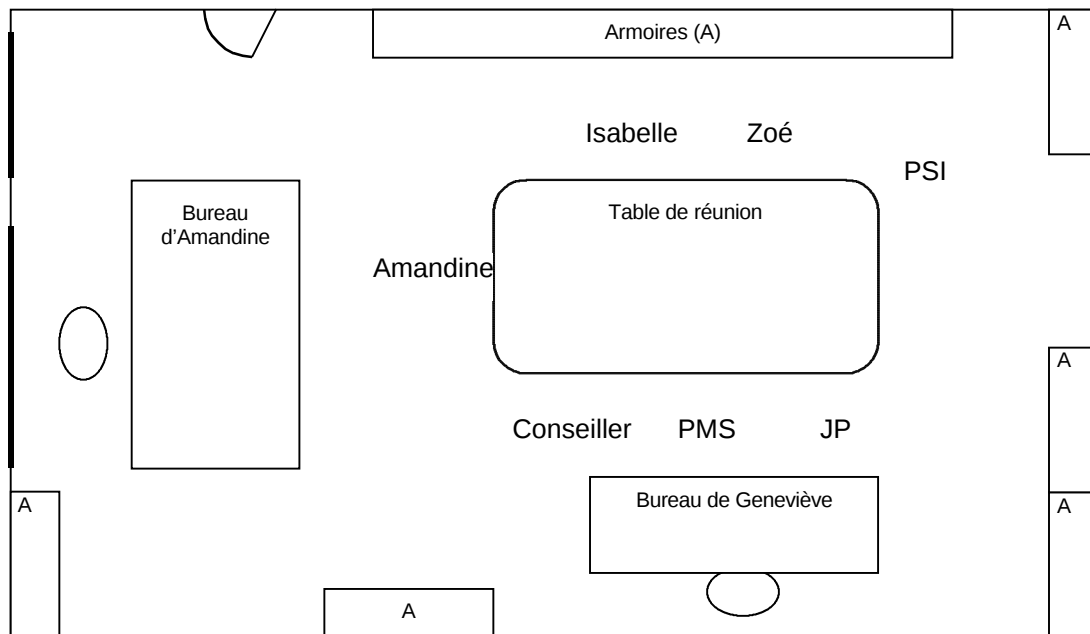


FIGURE 3

Les points inscrits au tableau lors des deux réunions précédentes ont été repris par l’animatrice dans une synthèse. Celle-ci a été préalablement envoyée au groupe qui en fait maintenant une lecture commentée. Chaque item donne lieu à la production d’éléments de contexte supplémentaires qui viennent allonger notre liste. Les professionnels font comme ils disent « un tour de ce qui se fait pour l’instant », dans l’espoir de trouver quelque chose à faire.

[Extraits de réunion, 14/03/00]

L’animatrice : aujourd’hui, on prend de grandes décisions. On continue ou on arrête ?

[silence]

L’animatrice : qu’en est-il du conseil consultatif des jeunes ? Je ne sais pas.

PSI : il y a d’autres communes qui le font.

L’animatrice : j’ai entendu dire que ça ne toucherait que les 5^{ème} et 6^{ème} primaire.

PMS : Et puis attention. Nous sommes dans une période préélectorale.

PSI : il y a des pratiques de concertation pour les jeunes à Maurage. Mais il faut toujours pousser et impliquer quelque part.

L'animatrice : et quel est le taux de participation pour ces rencontres ?

[PSI ne sait pas. L'animatrice évoque alors un « accident », une voiture vandalisée lors d'une de ces rencontres pour les jeunes]

PSI : je ne sais pas si c'est lié à la rencontre.

L'animatrice : moi je pense que c'est lié.

[silence]

L'animatrice : on pourrait utiliser la méthodologie pour faire quelque chose dans le sens de ces rencontres. Mais est-ce que ça va déboucher sur quelque chose ?

PSI : oui. On renvoie un pv de ce qui est dit aux participants, comme ça ils ont un feedback.

L'animatrice au conseiller qui vient d'arriver : en fait, on fait **un tour de ce qui se fait pour l'instant**.

Pendant ce tour, des décisions tombent. Premièrement, la coordination des professionnels pourrait se faire dans le cadre du conseil consultatif des jeunes, si celui-ci voit le jour. On pourrait y retrouver un membre du groupe de travail afin d'y « garantir le débat sur la santé des jeunes ». Deuxièmement, la rédaction de l'inventaire est « laissée » à l'un des promoteurs de santé qui en revendique la propriété -« est-ce que ça n'entre pas dans nos missions ? ». En contrepartie, la création de lieux d'échange -ce qui entre aussi dans ses missions- est inscrite dans la rubrique « axe à développer lors de la prochaine réunion ». Troisièmement, l'image de la ville entre également dans cette rubrique. Elle pourrait faire l'objet d'un concours destiné à en valoriser les aspects positifs.

[Extraits de réunion, 14/03/00]

L'animatrice : par rapport à la méthodologie de travail à développer. Le conseil consultatif serait donc un outil.

Isabelle : et il est aussi important d'échanger autour de pratiques.

L'animatrice à PSI : est ce que cela intéresserait votre institution ?

PSI : on a suivi une formation sur la pédagogie de projet. Et pour ma part je suis partante pour ce genre de discussion. Ça permet de prendre du recul, d'échanger sur nos pratiques.

L'animatrice : on pourrait s'ouvrir sur des acteurs qui travaillent avec les jeunes et soutenir des échanges.

Isabelle : mais est-ce que ça n'entre pas dans nos missions ?

L'animatrice : on peut vous laisser faire un recensement de ce qui existe déjà puis vous laisser le diffuser.

Le conseiller à l'animatrice : comment vois-tu notre travail alors ?

L'animatrice : on organiserait des lieux d'échanges. Mais pas des formations parce qu'il y a déjà des pros qui s'en chargent. Quoiqu'on peut aussi inclure des formations dans la ligne budgétaire de La Louvière Ville-Santé. Pour les relais-jeunes par exemple. On pourrait être plus pro-actif.

Le conseiller : et il faudrait faire un état des lieux, connaître mieux ce que chacun fait pour mieux travailler.

L'animatrice : il existe déjà celui de Willy Taminiaux sur la région du Centre. Mais on pourra peut-être savoir quels sont les modes de subsidiation, ce que subsidie la ville.

Deux mois et demi se seront écoulés depuis la première réunion lorsqu'il s'agira de développer les deux axes. Le lecteur pourra se faire une idée de leur contenu en poursuivant sa filature ethnographique durant les deux prochaines parties de ce chapitre. Celui qui est consacré aux destinataires des projets évoquera la création de lieux d'échanges, tandis que celui qui est consacré aux mobiles de ces projets racontera la mise en place d'un de ces concours. Mais force est de constater que nous allons repartir vers toujours plus de mots pour décrire et toujours plus de papier pour écrire, à l'instar de ces professionnels. C'est comme si leurs projets n'en finissaient pas d'être contextualisés. Dans ces lieux d'échange, dans ces concours, La Louvière, ses jeunes et leur santé vont-ils à nouveau être rediscutés ? Oui.

Quatre heures de réunion auront suffi à nous donner des milliers d'éléments d'information sur La Louvière, ses jeunes et leur santé. Une infime partie seulement aura été reprise dans nos résumés et encore moins sur le tableau blanc. Trois heures de travail en plus, et l'animatrice les inscrit dans une synthèse de 4 pages. Deux heures de travail encore et on se retrouve avec « deux axes » rédigés dans un procès-verbal. Et ceux là de nous renvoyer directement, comme les rails d'une mise à flot, en pleine tempête des idées.

2. Des destinataires introuvables

Les nouveaux destinataires des projets de promotion de la santé ne sont plus ce qu'ils étaient. Ils auraient, dit-on, assez d'énergie pour faire dévier le cours d'élaboration d'un projet. Ils seraient pourvus d'une telle volonté qu'ils pourraient en stopper net la trajectoire. Ils seraient tellement consistants que le projet viendrait simplement se mouler sur eux. Ils seraient tellement puissants qu'ils en deviendraient presque partenaires. Admiration. Les voilà dotés de capacités quasi surnaturelles ou du moins assez inhabituelles. De quoi aiguiser nos instincts de sociologue-chasseur de participation. C'est en nous levant très tôt, en les attendant dès l'aube d'un projet auquel nous a conduit notre filature ethnographique, que nous pensons pouvoir surprendre ces fameux destinataires. Mais que les pressés s'abstiennent ! L'affût risque d'être long.

[Extraits de réunion, 17/01/00]

[Début de la réunion, Amandine, l'animatrice de La Louvière Ville-Santé, relit le procès-verbal de la réunion précédente aux autres professionnelles de la promotion de la santé : Anne et Cécile de l'Observatoire de la santé du Hainaut (OSH), Isabelle du CLPS]

Amandine : On va passer en revue les aspects techniques de la rencontre qu'on veut organiser avec les **intervenants en milieu scolaire**. A quoi servirait ce lieu ? Comment présenter ce lieu aux **enseignants** et aux **directeurs** ? On a dit qu'il s'agirait d'une séance d'information, d'un outil de communication et d'échange d'expériences, tout en gardant à l'esprit que **ce serait plus un lieu de ressourcement pour les profs**. Mais l'information serait donnée par qui ?

Anne : Par des personnes compétentes. Il faut prévoir des thèmes : alimentation, tabac,... mais laisser le énième atelier aux **acteurs** qui seraient libres d'en choisir le thème. Mais ... il faudrait peut-être s'assurer que pour les **acteurs**, c'est important qu'il y ait un climat d'échange dans les écoles ? **Il faudrait savoir si ce que nous avons pensé, conçu, est pertinent pour eux**, non ?

Amandine : Non. Pour les attirer, pour qu'ils viennent, on doit faire une sorte de **promotion**. Mais leur participation, approbation est très attendue. **Normalement, ils devraient approuver**.

Quelle chance ! Cinq minutes de réunion et déjà nous nous saisissons des destinataires de ce projet : « les profs ». Qui a dit qu'il fallait s'armer de patience ? En guise d'équipement, un bon procès-verbal aura suffi : les destinataires avaient déjà été repérés par les élaborateurs lors de leur réunion précédente. Une relecture, juste histoire de se rappeler à qui on destine ce projet, et l'affaire est dans le sac. Les élaborateurs

vont encore régler quelques détails techniques, faire une bonne « promotion » de ce produit et les destinataires « devraient approuver ». Lu et approuvé écriront-ils au bas du script de ce projet. C'est comme si c'était déjà fait.

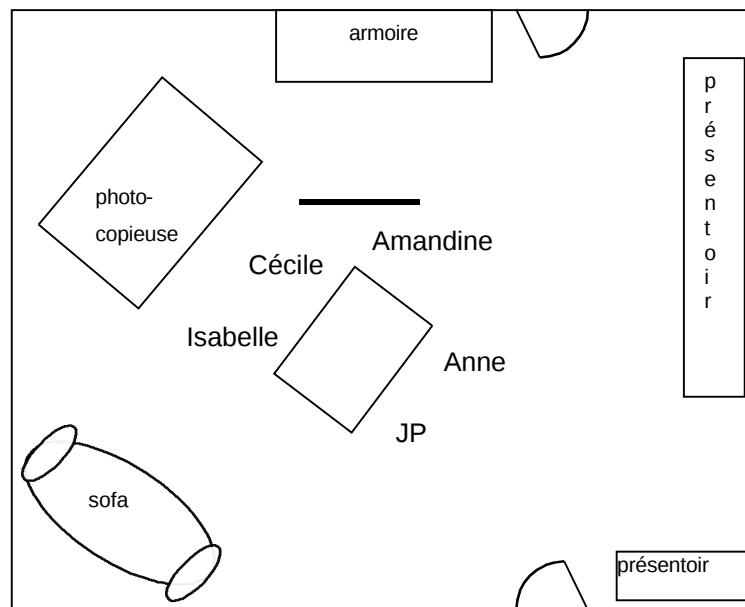


FIGURE 4

a. *Les promoteurs de santé et « eux »*

Enfin « normalement »... Si tout ce qui a été prévu jusqu'à présent se réalise. Un doute subsiste quand-même. L'usage du conditionnel en témoigne : « ce serait plus un lieu de ressourcement pour les profs ». Ces derniers, à peine aperçus, s'évanouissent dans la nature. A leur place, on voit apparaître « les acteurs », ou s'agit-il plutôt de consommateurs qu'on doit encore attirer par d'alléchantes « promotions » ? Mais qui sont-« ils » donc ? Nous aurions pris pour la proie ce qui n'était qu'une ombre ? Il n'y a qu'un moyen de le savoir : suivre le projet qui repart.

[Extraits de réunion, 17/01/00]

Amandine : J'aimerais revenir sur tes mots : « climat propice à l'échange »... Qu'est-ce que c'est ?

Anne : Ce serait un échange non-directif, sans obligation d'expression selon les termes de santé publique. Mais... il y a des problèmes de rivalité entre les écoles. Si ça se passe pendant les rencontres, qu'est-ce qu'on fait ? Ce serait quand-même malheureux que le lieu ne corresponde pas à ce qu'on voudrait qu'il soit.

Cécile : On aura les fidèles et ceux qui viennent ponctuellement.

Anne : **On peut fidéliser certaines personnes mais il faut accepter que d'autres viennent moins souvent.**

Amandine : Dans ta vision des choses (D), tu souhaites que ce soit un lieu de partage d'expériences.

Anne : Oui

Cécile : Si on définit des caractéristiques au départ, on va veiller à ce qu'il évolue dans cette direction.

Amandine : On est propriétaire d'une idée qu'on essaye de mettre sur pied. Question : dans un an ou deux, nous on est plus propriétaire et **les acteurs impulsent leur propre dynamique** ? Oui ou non ?...

Anne : Il faut un animateur extérieur qui dirige cela.

Amandine : ...ou on impulse une dynamique pendant huit ans ?

[Anne, Cécile et Isabelle choisissent la première proposition]

Amandine : Il faut alors travailler le processus d'**appropriation** du projet par les acteurs. C'est l'auto-gestion. **On change d'approche.**

Anne : Mais si tu gardes un animateur extérieur ? Qu'en est-il de l'auto-gestion ?

Amandine : Ah oui, ça c'est le **problème, c'est nous qui avons pensé le projet...**

Cécile : On pourrait dire que c'est l'un de nous qui s'en occupe pendant 5 ans, qui gère, qui anime. Mais qui a le temps ?

[Résistance floue par rapport aux propos de Amandine qui doit expliquer trois fois la pratique d'autogestion. Finalement le groupe dit oui à l'autogestion]

Amandine : alors, il faut qu'on travaille autrement.

Anne : alors on ne doit plus réfléchir à cela ?

Amandine : oui, il faut y penser **entre nous**. Comment on va les aborder, sur quoi, avec quelle méthode d'approche ?

Ah ! Voilà que reviennent « les acteurs ». Ils semblent en pleine forme, tout bondissant, tout frémissant. L'animatrice les pense même capables « d'impulser leur propre dynamique ». Si c'est le cas, attention !, il ne faudrait pas les effaroucher. Il vaudrait mieux changer de technique « d'approche ». Le projet en subira-t-il les conséquences ? L'approche sera-t-elle réellement différente du fait que ses destinataires ont été aperçus sous un jour nouveau ? Le rapport entre élaborateurs et destinataires en sera-t-il modifié ? Vive l'autogestion ? L'idée est tentante. A première vue, les élaborateurs se déclarent prêts à céder la propriété du projet aux destinataires en même temps qu'ils se délestent d'un peu de leur charge de travail. Mais la situation devient vite très difficile à imaginer. Même pour l'animatrice qui a amené ces mots nouveaux à la réunion et qui en découvre en même temps la cruelle, la fatale contradiction : « problème, c'est nous qui avons pensé le projet ». L'auto-gestion est-elle morte dans l'œuf ? En tous cas, les élaborateurs décident de poursuivre leurs réflexions à ce sujet dans l'« entre nous ».

[Extraits de réunion, 17/01/00]

Amandine : il faut pouvoir jouer sur les deux tableaux grâce à l'animation. Il faut mettre des **guidelines** pour éviter de tomber dans des **discussions techniques**, la rediscussion du projet par le groupe, et **laisser la parole aux gens**.

Entre eux et nous, la frontière est maintenant tracée explicitement, effaçant les brefs instants de gloire de l'autogestion. Peut-on encore imaginer cette « appropriation » possible si des limites, des « *guidelines* », sont fixées pour qu'il n'y ait aucune rediscussion « technique » du projet par le groupe ? Ces rediscussions sont-elles si techniques que cela, même si pour empêcher qu'elles se produisent, c'est bien à la technique (d'animation) que l'on aura recours ? De l'auto-gestion à la possibilité d'expression, le projet quitte les mains des acteurs pour finalement « laisser la parole aux gens », ce fidèle public.

[Extraits de réunion, 17/01/00]

Amandine : Le but est de **fidéliser le public**.

Cécile : **c'est quelque chose qu'on ne peut pas contrôler**.

Anne : est-ce intéressant de fidéliser un public ?

Amandine : Dans un autre projet sur le tabac, on a seulement su fidéliser les dames de l'ONE.

(silence)

Mais non, il n'est pas fidèle ce public ! Il faut encore le « fidéliser ». C'est cela l'objectif, c'est cela le but. Mais c'est impossible s'écrie-t-on parmi les élaborateurs, « c'est quelque chose qu'on ne peut pas contrôler » ! Ah la belle entourloupe, le bel échappatoire. Ces destinataires quand-même ! Ils ne sont même pas nommés que voilà déjà qu'ils se défilent. Leur fuite va-t-elle saisir d'effroi ceux qui patiemment élaborent un projet qui leur est destiné ? Non. Une fois de plus, ils s'en feront une raison. Rappelons-nous : « on peut fidéliser certaines personnes mais il faut accepter que d'autres viennent moins souvent ». Et ils accorderont bien moins d'importance à cet objectif qui après tout n'est peut-être pas si « intéressant » à leurs yeux.

[Extraits de réunion, 17/01/00]

Amandine : Se pose maintenant la question du **groupe-cible** : IMS, PMS, enseignants, directeurs, éducateurs, ... primaires et secondaires mélangés ?

[silence]

Amandine : il faut redéfinir l'objectif : qu'est-ce qu'on attend d'eux ?

[le débat s'anime]

Mais qui est-il donc ce « public » ? Une cible. Pas une cible vivante, seulement un groupe-cible, rassurons-nous ! Au départ, l'animatrice les a présentés comme des « intervenants en milieu scolaire », puis ils sont devenus « enseignants et directeurs », « acteurs », « public » fidèle et infidèle. Quand vient le moment de se poser plus précisément la question de leur identité, les élaborateurs leur ajoutent le PMS, l'IMS et les éducateurs. Mais quand il s'agit de savoir de quels niveaux d'enseignement ils proviennent (primaire ou/et secondaire ?), l'animatrice plante son aiguillon dans cette assoupissante élaboration et décide pour pouvoir répondre à cette question, qu'il est grand temps de mieux préciser l'objectif du projet : « qu'est-ce qu'on attend d'eux ? ».

[Extraits de réunion, 17/01/00]

Isabelle : Les amener à construire une école qui répond à trois critères à définir.

Anne : un lieu de réflexion, de partage...

Isabelle en aparté : ne faudrait-il pas savoir ce qu'est pour **eux** la promotion de la santé ?

Cécile : ça pourrait nous guider dans le projet pour les **infidèles**.

Anne qui poursuit : ... offrir un appui moral -relations entre **collègues**-, technique -quelle sorte d'aliments- au sein du **groupe**, un accompagnement, une remotivation. L'effet recherché étant le changement.

Amandine : il faut garder ces deux dimensions : moral et technique. C'est important. Ca nous permet d'éviter de tomber dans le groupe thérapeutique -sans négliger la santé mentale- et d'éviter le groupe technique seulement. Comment définir le nom du groupe ? Il faut que ça attire **les gens**.

[trois propositions fusent] : « groupe technique et humain », « appui personnel, opérationnel et d'accompagnement dans la démarche de réflexion », « groupe de soutien personnel ».

[le groupe choisit la dernière]

Amandine : **Concrètement, on a un groupe**, qu'est-ce qu'on fait avec eux ? Et comment attirer les gens?

Cécile : il faut établir le programme.

Amandine : on fait une plaquette de présentation.

Cécile : une **plaquette de promotion**.

Amandine : on y dit comment on en est arrivé là ?

Anne : on établit des règles -ce qu'est ce lieu, ce qu'il n'est pas, on doit discuter de thèmes restant dans le cadre professionnel, pas de critique du voisin, confidentialité, ce qui va être discuté leur appartient.

Isabelle : de quoi ils vont avoir envie de discuter ?

Amandine : l'objectif est de **les amener à s'approprier la promotion de la santé pour qu'ils reproduisent ça dans leur propre milieu de vie**. La première séance serait une séance d'information où on présenterait la plaquette. Et on choisirait une date en fonction de la première séance. **Les acteurs** décident eux-mêmes.

Cécile : les inscriptions seront gratuites ? Est-ce que cela attire plus ou moins les gens ?

Anne : on le fait à la maison communale ? Il y a une salle de prestige mais avec étiquette. De toute façon il ne faut pas que ça se passe dans une institution parce que sinon...

Amandine : on choisit un lieu neutre avec une bonne acoustique, convivialité et gratuité. Par exemple dans l'auberge du parc, c'est verdoyant, les gens viendront plus facilement.

Cécile : pour la fréquence des réunions ?

Anne : il faut laisser le choix aux acteurs.

Amandine : mais est-ce qu'on ne doit pas prévoir un minimum de structure pour que quelque chose sorte du processus ? La coquille doit être plus ou moins prévue d'avance.

Cécile : Oui parce que on n'est pas crédibles, en tant que promoteur, de l'interroger comme ça devant ...

Les élaborateurs s'agitent, tout va plus vite, le projet s'emballe, on lui trouve un nom, on parle « concrètement ». On s'applique, on imagine sa « plaquette de promotion », on établit des règles de discussion, on lui trouve une salle -dont on parle de l'acoustique, de l'importance de la verdure et du prix des tickets d'entrée- et dans la foulée on lui précise même un objectif : il faut que ce projet « les amène à s'approprier la promotion de la santé pour pouvoir reproduire ça dans leur propre milieu de vie ». Mais on ne sait toujours pas de qui on parle. Jusqu'à la définition de l'agenda du projet, il s'agira d'« eux », « les infidèles », « des collègues », « un groupe », « les gens », « les acteurs ». On s'est imaginé un moment, lorsqu'on parlait « concrètement », « avoir un groupe ». Mais il nous faudra bien constater en cette fin de première réunion, qu'on a toujours pas les mots pour le décrire. La galopade du projet s'achève dans le silence final de la dernière phrase. Les destinataires semblent suspendus dans le vide, ou plutôt sagement rangés comme ces trois points de suspension à la fin du projet. Si petits et si peu embarrassants.

b. Les promoteurs de santé, les relais et le public-cible

Un mois plus tard, on repart à l'affût. Réveillons vite tous nos sens car le public-cible est proche. C'est le même projet mais on notera parmi les élaborateurs, une nouvelle venue du secteur de l'animation culturelle en milieu scolaire, Jeanne. A peine

commence-t-on à les regarder s'affairer que, ça y est !, ils ont déjà trouvé la salle. Plus question de tergiverser comme ils l'ont fait précédemment sur la couleur de son étiquette. La question est vite tranchée, d'autorité, par l'animatrice : « c'est un lieu public ! ». Survient alors ce cri angoissé tel celui du geai posté à l'orée du bois pour annoncer l'arrivée imminente d'un visiteur imprévu : [aki] ! « A qui envoie-t-on les invitations ? » Enfin les voilà, ces destinataires tant attendus.

[Extraits de réunion, 22/02/00]

Amandine : les tables font du bruit, il y a du bruit dans la rue et c'est moi qui cause tout le temps. Le p.v. de la réunion précédente ne doit pas être rediscuté ? Bon, on se met au point sur la présentation. Pour l'endroit : maison communale, hôtel, auberge du parc ?

Anne : A propos de la maison communale ? Est-ce que ça ne posera pas de problèmes pour les autres réseaux ?

Amandine : **c'est un lieu public !**

Anne : **A qui envoie-t-on les invitations ? Aux directeurs, aux femmes de ménage ?**

Cécile : l'école c'est **tout le monde !**

Anne : maternel, primaire, secondaire ?

Amandine : Prenons par exemple un thème bateau comme l'hygiène à l'école. Tous les niveaux seront intéressés par un thème comme l'hygiène à l'école. Mais ça relance la question du qui ? Quelles fonctions ?

Jeanne : et les PMS ? **ceux qui gravitent** autour de l'école ?

Anne : ou on pourrait les avoir comme partenaires.

Jeanne : de toutes façons on a les **parents**, les **élèves** et les directeurs.

Amandine : ah oui, les parents...

Anne : on invite les directeurs qui auront une vision plus globale de leur école ou les instituteurs ?

[silence]

Amandine : Il faut redéfinir l'objectif du projet car il y a un problème quant au choix du public-cible.

Caramba ! Même pas le temps de pester sur ce mauvais coup de fusil qu'il faut déjà nous apprêter à galoper derrière le projet. Le même aiguillon que la fois passée, celui de la redéfinition de l'objectif, vient d'être planté par l'animatrice. Et elle sort maintenant toute la grosse artillerie de l'animation : le beau, le magnifique, le superbe... tableau blanc. Cette fois, les destinataires ne pourront plus nous échapper. Qu'il s'agisse de « directeurs » ou de « femmes de ménage », de « parents », « d'élèves » ou même de satellites qui gravitent autour du « monde » de l'école, peu importe pourvu qu'avant la fin de cette deuxième réunion, on ait quelque chose à nous mettre sous la dent

[Extraits de réunion, 22/02/00]

Anne : il s'agit d'améliorer le bien-être à l'école, en apportant un plus.

Isabelle : il s'agit de donner des moyens aux directeurs pour faire « une école en santé ».

Amandine : de toute façon on est dans des groupes à thèmes. Proposons d'abord les thèmes.

Isabelle : l'hygiène.

[Inscription au tableau de l'organisation du projet]

1. on part de groupes à thèmes
2. pour donner des moyens pour faire une école en santé
 - a. documentation
 - b. temps de réflexion
 - c. étude de cas
 - d. (financiers)
 - e. personnes ressources
 - f. offre de partenariat

Amandine : et maintenant qu'est-ce qu'on fait?

Isabelle : on peut cibler notre public

Anne : pas plus que tantôt.

Amandine : quel est le public ?

[silence]

Silence de consternation. Le sociologue-chasseur est à cours d'explication. Il voudrait redevenir cueilleur et partir, comme le disent nos voisins québécois, à la cueillette de nouveaux matériaux. Ce n'est pas possible. Il doit y avoir une erreur dans nos observations pour que tant de gens se soient ainsi évanouis dans la nature... Comment un monde entier, celui de l'école, peut-il disparaître le temps de quelques inscriptions sur un tableau blanc ? Consternation partagée. Les élaborateurs en sont aussi pour leurs frais. Ils se sont perdus dans la traduction. Pardon, nous nous sommes perdus dans la traduction. Il paraît que dans ce genre de situation, il vaut mieux rester groupés. C'est sans doute ce bon vieux principe élémentaire de sécurité que le petit groupe des élaborateurs essaiera d'appliquer lorsque des tensions apparaîtront en son sein. Les destinataires représenteraient-ils une menace ? En tous cas, on ne sait pas trop où on va mais on y va maintenant beaucoup plus prudemment.

[Extraits de réunion, 22/02/00]

Jeanne : on pourrait travailler avec des relais-élèves, des délégués de classe.

Anne : **les élèves** seront invités aux groupes thématiques si le personnel se dit -après qu'on ait fait un bon travail : « tiens, ça concerne aussi les enfants ».

Jeanne [à demi-voix] : « cela concerne surtout les enfants ».

Jeanne [à voix haute] : avec les directions d'école, on pourrait leur demander comment eux voient leur « école en santé ».

Anne : Non, eux il faut qu'ils soient relais.

Amandine : bon, quel public alors ?

Anne : les enseignants avec les directions, mais pas forcément.

Amandine et Jeanne : tu n'auras pas les enseignants si les directeurs viennent.

Anne : **Il faudrait connaître les besoins.** Il faudrait faire une enquête.

Amandine : tu veux savoir « est-ce que ce lieu d'échange répond véritablement à un besoin chez les directeurs ? »

Anne : Oui. On ne le saura jamais qu'en leur demandant.

Amandine : Mais non ! **C'est une histoire de marketing et rien d'autre !**

Isabelle à Amandine : mais n'est-ce pas à nous à rendre ce projet utile, à les intéresser ?

Amandine : on essaye de vendre une marchandise.

Anne : et il faut qu'ils en aient envie. « Ils » **c'est tout qui veut.**

Amandine : Voilà. Comme du **coca** dont on ne pourrait plus se détacher.

[silence]

Il n'y a plus de doute, un projet peut très bien être élaboré sans savoir à qui on a affaire, sans savoir de qui on parle -du moins dans la théorie de gestion de projet ici défendue par l'animatrice. On peut même ne plus parler d'acteurs mais en revenir aux consommateurs. Ceux qui sont tant décriés par la promotion de la santé. Ceux qui consomment des soins, qui ne sont pas acteurs de leur santé. Peu importe qui ils sont, peu importe de savoir de quoi ils ont « besoin », il s'agit ici de leur vendre un projet comme on leur vendrait du « coca-cola ». Personne n'a besoin de cette limonade, on en a juste envie, c'est tout. Si le « *marketing* » est réussi, on peut vendre n'importe quoi à n'importe qui.

Silence. Qui a-t-il derrière ce silence ? La paix des idées, l'opposition retenue ? Le projet n'arrête plus de sombrer dans une mer de silence. Si on ne le renfloue pas, on finira par croire que l'école n'est vraiment pas l'endroit idéal pour ce genre d'élaboration. Et si on décrochait simplement de sa façade grise, pleine de mauvais souvenirs qui nous empêchent sûrement de penser, ses cinq lettres qui résonnent comme un blasphème : é-c-o-l-e. Et si on lui accrochait à la place ces mots tout nouveaux : « milieu de vie ». Pourra-t-on éviter au projet de couler corps et biens ? En tous cas, on a déjà débarqué « les élèves »... enfin, ce n'est pas encore tout à fait sûr.

[Extraits de réunion, 22/02/00]

Amandine : retournons à la question du public-cible. Qu'est-ce qu'on prend comme acteurs dans l'école ?

Isabelle : il y a les directeurs, les enseignants, les élèves, le personnel non enseignant, les associations de parents, les IMS/PMS...

Jeanne : ... et tous les partenaires tels l'ADEPS qui sont ponctuels.

Amandine : l'école est un milieu ouvert ou fermé ?

Anne : il faudrait que les participants voient l'école comme ouverte mais **on ne peut pas ouvrir le projet à tous**.

Amandine : et si on part de l'idée de « **milieu de vie** », qui en fait partie ?

Jeanne : **pas les parents** vu qu'ils ne sont pas présents. Mais bien l'horaire ; la prise en charge des parents avant et après les heures de classe ; jusqu'où les parents amènent leurs enfants ; les rangs,... Il y a **plein d'acteurs** qui entrent à l'école.

Bon. Il faudra se faire une raison. L'école, renommée pour l'occasion « milieu de vie », c'est de toute façon « plein d'acteurs » mais « pas les parents ». Exit les parents ! Enfin un premier pas décisif dans ce travail de sélection des destinataires. Travail qu'il faudra tout de même assurer puisque « on ne peut pas ouvrir le projet à tous ». En cela pas de doute, la perplexité des élaborateurs a ses limites. Et la sélection qui en découle est tout sauf naturelle. Qui seront les heureux élus choisis par les élaborateurs ? Qui vont-ils prendre en compte pour en finir une bonne fois pour toute avec leurs énumérations ? « Tout qui veut » nous a déjà dit Anne (mais c'était avant que les parents se fassent sortir). Tout qui veut de ce projet peut en être le destinataire. Qui veut peut comme dit le vieil adage. Mais est-ce une permission ou une capacité ? Dans les raisonnements mobilisés par nos élaborateurs, c'est une capacité. Mais elle n'est pas forcément tributaire de la volonté. L'une des élaboratrices de dire qu'on pourra compter sur ceux à qui on offre la possibilité d'agir en leur donnant des outils. Non ! dit une autre visiblement énervée, on ne pourra compter que sur ceux qui en ont la volonté.

[Extraits de réunion, 22/02/00]

[Jeanne explique sa vision du projet]

Jeanne : à l'école, les nombreux acteurs regardent tous dans la même direction mais pas forcément en se regardant . Il faudrait les mettre autour de la table ronde.

Amandine : c'est quoi l'école pour toi ?

Jeanne : c'est un cadre, des flux et des choses qui coïncident, des insatisfactions pour les élèves comme pour les professeurs. On pourrait observer comment la structure évolue durant la journée, repérer des **petits événements** puis poser la question aux acteurs pour savoir comment ils y apporteraient des réponses.

Anne : leur demander de changer est trop lourd. On va sélectionner dès le départ **les frileux et les audacieux**.

Jeanne [qui s'oppose] : on peut au moins identifier le fonctionnement de l'école et après changer.

Amandine : quelle **démarche** adopter ?

Anne : la démarche la plus efficace, c'est de frapper aux portes des écoles et de récolter des infos. Mais c'est trop lourd. Et on aura « la violence dans les réfectoires », etc. L'OSH a déjà les réponses aux questions.

Jeanne : je refuse de retourner dans les écoles parce que le problème c'est que les gens s'y croisent mais ne se rencontrent pas et l'enfant souffre.

[Il est midi. On se sert de sandwichs et on continue de discuter en mangeant]

Anne : je suis d'accord avec la **philosophie** de Jeanne mais pas avec **la porte d'entrée**. Le départ est trop fort. On risque de rebuter des profs et il ne restera plus **que quelques écoles** volontaires. Il vaut mieux faire **petit à petit**.

Jeanne : Non ! C'est l'affaire de quelques personnes. Sinon ça ne bouge pas.

[Jeanne donne l'exemple d'une institutrice qui tire toute une équipe éducative]

Jeanne : C'est une question de volonté plus que d'outils !

La « philosophie » de Jeanne a fait bouger quelque peu le projet. On l'a vu frémir à nouveau, hésiter avant de prendre une nouvelle « démarche ». Mais l'identité des destinataires et l'objectif sont à nouveau mêlés autour du projet, ils le ligotent et le paralysent comme dans une camisole de force. Si on le pousse brusquement dans le dos à travers la grande « porte d'entrée » de l'école, on court le risque de se retrouver avec seulement quelques personnes autour de la table, les audacieux. Si on le fait rentrer « petit à petit », tout en douceur, on aura certes plus de monde –« les frileux » rejoignant « les audacieux »- mais le projet risque bien de ne plus bouger. Et puis à quoi bon cette discussion puisque de toute façon, plus personne ne veut retourner à l'école pour y pousser ce projet. Il y a là bien trop de violence et bien trop de souffrance que d'autres ont, heureusement, déjà rapportés dans leurs fichiers.

Même la philosophie, cette amie de la sagesse, n'a pu se faire l'amie de ce projet pour l'aider à avancer. Serait-ce parce que ce projet est fou ? Ses élaborateurs sont-ils fous ? Ils ont beau se taper la tête contre le mur de l'école ou se taper dessus -dans la très

discrète violence du calme de ce genre de réunion-, leur projet s'arrête à nouveau de bouger. Qui pouvons-nous encore implorer -la folie consensuelle nous obligeant à user du nous-, pour nous sortir de ce mauvais pas ? La technique bien sûr.

[Extraits de réunion, 22/02/00]

Amandine : pourquoi ne pas faire des groupes thématiques à partir des expériences concrètes. Proposer des solutions, des **petits leviers**. Les conférenciers viendraient alors de la **communauté** et parleraient de leur expérience personnelle.

Jeanne : et on identifie des démarches dans les écoles et on les encourage.

[Accord de Anne et Jeanne]

Amandine : et puis on garde la possibilité d'avoir de la docu, comme d'habitude.

[Isabelle approuve de la tête]

Subtil mélange que propose l'animatrice qui parvient du coup à faire baisser la tension. Des « petits leviers » seront apportés pour ceux qui rencontrent des problèmes avec les « petits événements » dont parlait Jeanne. Toute « une communauté » dissipera la crainte de Anne de n'avoir plus que « quelques écoles ». Quant aux frileux, ils seront réchauffés par des encouragements. Une dernière remarque rassurante à l'attention d'Isabelle en ce qui concerne l'utilisation de sa documentation, et la démarche proposée par l'animatrice finit de mettre tout le monde d'accord. Le projet repart mais toujours sans destinataire à son bord, ou alors, toujours beaucoup trop : professeurs, directeurs, personnel non-enseignant, enfants... Ah ben oui les enfants, « on a oublié les enfants » ! Et ce-disant elles les oublient pour de bon.

[Extraits de réunion, 22/02/00]

Jeanne : les acteurs sont donc les profs, le directeur, le personnel non-enseignant et le public est composé des enfants. Mais comment ceux-ci repartent-ils après avoir vu la représentation des profs, des directeurs, ... ?

Amandine : tu changes la perspective. On a oublié les enfants comme acteurs.

[silence]

Amandine : Procédure !

[Amandine revient au tableau]

Amandine : le point d'entrée c'est l'évocation d'expérience.

Isabelle : on propose des outils, des méthodes.

Anne : **et puis on leur laisse la possibilité de discuter**. Nous on a comme thèmes :

(Amandine note au tableau les thèmes proposés par Anne et Isabelle)

- violence,

- alimentation,
- hygiène,
- tabac,
- toxico,
- éducation sexuelle,
- démission des parents,
- mal-être et santé mentale,
- thèmes de concertation,
- conseil de participation,
- espace de vie

[Jeanne est debout et nerveuse. Elle s'oppose brièvement à Anne lorsque celle-ci évoque les conseils de participation]

Jeanne : on en parle mais **les conseils de participation n'existent pas !**

Tournons le dos aux enfants et faisons face au tableau. On y lit sans véritable surprise les cinq thèmes finalement choisis : violence, alimentation, hygiène, démission des parents et espace de vie. Chacun d'entre eux a déjà été évoqué au moins une fois depuis la réunion précédente. Celui concernant la démission des parents nous laisse néanmoins songeur. Ce thème évoque-t-il ces parents qui démissionnent ou ces parents qu'on démissionne, ceux qu'on débarque des projets, ceux que nous avons du quitter quelques lignes plus haut ? Laissons à ceux qui pourraient se sentir visés par nos commentaires le bénéfice du doute. Car c'est peut-être de ce distinguo sur le qui ou le qu'on dont il sera question lorsqu'on « laissera (aux destinataires) la possibilité de discuter ». Tout de même, quelle étrange façon d'y arriver. Quel chemin tortueux nous devons suivre encore pour éventuellement, au bout du compte, entendre des gens parler de démission des parents, souhaiter vivement que ces derniers participent davantage et se demander comment faire puisque « les conseils de participation » n'existent même pas ! Combien de parents et d'enfants faudra-t-il encore abandonner en cours de route pour pouvoir parler d'abandon, de lien social, d'intégration, de rencontre, de « respect » ?

[Extraits de réunion, 22/02/00]

[Le thème de l'hygiène suscite une discussion]

Isabelle, Jeanne, Amandine : il faudrait qu'on trouve une expérience d'école en matière d'hygiène mais ça ne va pas être facile.

Anne : On peut aller la chercher ailleurs cette école.

Amandine : pourquoi pas au Sénégal ? [elle rit]

[Amandine donne l'exemple de l'installation d'un container dans la cour d'une école en Afrique où on s'étonnait que les sacs poubelles étaient au pied du container et où en observant on a vu que c'était les plus petits qui n'arrivaient pas à mettre leur poubelles dans le container.]

Jeanne : l'hygiène fait partie d'un tout, c'est le **respect** et l'effet miroir sous-jacent.

[Chacun cherche ses cas pratiques. On discute à bâton rompu sur ce que serait l'hygiène]

Jeanne : des auréoles sous les bras.

Anne : des gens qui crachent partout.

Amandine : des enfants qui sentent mauvais.

Isabelle : le respect de soi.

Amandine (à propos des enfants qui sentent mauvais) : les formations au lavage ne servent à rien.

Jeanne : l'hygiène est un concept qui fait peur. Il devrait être intégré dans « cadre de vie ». L'hygiène c'est insoluble.

Isabelle : Effectivement, il y a peu d'outils sur l'hygiène. On pourrait aussi faire intervenir des personnes qui rencontrent des problèmes à propos de ces thèmes !?

Anne : Mais alors ils n'ont pas de solutions, ils ne font pas avancer **le bazar**.

[Amandine définit les tâches pour la réunion suivante] : chacun cherche des cas ; les échéances ; le prochain rendez-vous.

Anne : prochaine phase, c'est fidéliser **le public**.

Isabelle : oui mais, il faut **faire coïncider le contenu aux attentes**.

Amandine : le projet final c'est de créer des fiches.

Les destinataires sont-ils des personnes avec qui on doit compter ? Sont-ils nécessaires ? Est-il vraiment nécessaire de parler d'eux ? Au bout de quatre heures de réunion, le projet est quasiment ficelé ; on a les solutions sur le bout de la langue, qu'elles soient belges ou sénégalaises ; les problèmes sont passés à la trappe ; les fiches ont l'air d'être déjà rédigées. Bref, il semble qu'il n'y ait plus que nous à vouloir encore nous coltiner la recherche des destinataires. On s'imaginait que, par l'entremise des élaborateurs, nous allions pouvoir rapidement les coltiner, les prendre au collet comme le veut l'étymologie du mot. On espérait que la chasse en soit d'autant plus vite terminée. Quadrillage, battue, resserrage, encerclement, herse dressée, filet tendu, le piège se referme. Clac ! Mais à l'intérieur, juste un pauvre « public » bien maigre -déjà trop à notre goût- et sans réelle consistance. Public destiné à applaudir la remarquable poussée, l'ultime pro-motion (du latin *promovere*, pousser en avant), celle des conférenciers sur qui les élaborateurs comptent vraiment pour faire avancer ce « bazar ».

Ce public sera-t-il fidèle ? Ou dit autrement, saura-t-il y croire ? Oui, si on fait « coïncider le contenu » du projet « aux attentes » de ses destinataires, semble me répondre l'une des élaboratrices. Mais cette phrase est presque en tout point pareil à celle qui a été prononcée dès le début de l'élaboration, quatre heures plus tôt : « il faudrait savoir si ce que nous avons pensé, conçu, est pertinent pour eux (les acteurs) ». Prononcer cette phrase n'a pas empêché la pro-motion du projet de se faire. Son mouvement vers l'avant, son cheminement, ne fut pas troublé, stoppé, empêché, dévié par les attentes des destinataires-de-papier dont on ne connaît toujours pas plus l'identité. Certes la promotion de la santé est un chemin pavé de bonnes intentions, mais dans les faits qu'est-ce que cela produit ?

Maintenant la partie de chasse est finie et on rentre un peu déçu. Les destinataires ? On les a senti proches, tout proches de nous. On les a reconnus ou du moins on a cru les reconnaître. Leurs noms nous furent familiers : directeurs, professeurs, femmes de ménage, délégués de classe... On les a comptés nombreux, très nombreux puis réduits à « quelques personnes », et à nouveau très nombreux. Finalement on en a attrapés, mais on les a relâchés, n'ayant plus rien à en dire. On quittera donc ces destinataires aussi peu visibles maintenant qu'à l'aube de ce projet, les laissant constituer la masse informe d'un « public » plongé dans la pénombre d'une salle.

3. Des intentions peu claires

A ceux qui s'étonneraient
que je passe ainsi des mobiles élevés à de petites causes,
de la marche de l'histoire aux événements de la vie intime,
je répondrai qu'ils connaissent mal les hommes.
(Olivier Rolin, Port-Soudan)

Mobile. Terme indiquant à la fois ce qui fournit une impulsion, le mouvement et le but particulier par lequel s'explique un acte. Ce pourquoi et ce pour quoi on agit. L'origine et la fin d'une action, d'une réunion. Mais le mobile c'est aussi cet assemblage léger, suspendu dans les airs, en équilibre précaire et qui intéresse surtout les gens lorsqu'il s'agite, lorsqu'il bouge. Un projet de promotion de la santé s'inscrit pour l'instant dans ces deux définitions qui le décrivent à la fois comme mobile et délicat, mû par les élaborateurs qui s'activent avec « l'envie que ça bouge », fragile des liens sur la base desquels il se constitue. Mais se peut-il qu'un tel projet puisse être finalement réalisé sans être relié à rien ? C'est pourtant ce que nous a confié la coordinatrice de LLVVS au lendemain de la réalisation d'un événement auquel nous allons maintenant nous intéresser. Nous pensons avoir déjà suffisamment passé de temps dans les réunions des promoteurs de santé pour nous estimer capables de poursuivre notre filature au-delà de cette mystérieuse absence de fil. Gageons qu'une attention soutenue à tout type d'indice, quel qu'il soit, puisse nous permettre de retrouver autant les mobiles des promoteurs de santé que le fil de nos idées. Saisissons-nous de ce projet dès que possible, en juin 2000, et poursuivons notre enquête.

a. Quel est le sens de la situation ?

[Description de réunion, 14/06/00]

Il fait très beau à La Louvière. Son église principale n'a toujours pas de clocher [est-ce un indice ?]. Nous sommes mercredi [ça c'en est un : **indice n°1**]. La coordinatrice de La Louvière Ville-Santé (LLVVS), Amandine, est normalement en congé ce jour-là parce qu'elle preste un trois-quart temps. Mais elle a malgré tout décidé de venir à la réunion organisée au CLPS des arrondissements de Mons et

de Soignies [indice n°2]. Comme à mon habitude, je la suis. Nous montons au premier étage et entrons dans une salle que l'exiguïté fait paraître bondée [n°3]. Autour d'une table ronde [n°4], sept personnes attendent déjà Amandine. Je regarde ma montre, 8h30, nous ne sommes pourtant pas en retard [n°5]. Un rapide coup d'œil au local : une porte, une grande fenêtre, un tableau blanc accroché au mur, un panier plein de couques qui trône sur la table, des jus de fruit, du café -me laisserais-je tenter ? [n°6] Plus tard ! D'abord saluer tout le monde d'un hochement de tête. Quelqu'un m'apporte une chaise et je prends place. Quatre visages me sont familiers : je reconnais Isabelle qui travaille au CLPS, très souvent rencontrée dans les réunions animées par Amandine [n°7], notamment dans celles concernant le projet de lieux d'échange pour intervenants scolaires. Il y a Célia, coordinatrice du CLPS, parfois croisée sur le pas d'une porte en discussion avec Amandine. Et il y a aussi Sandra et Damien, rattachés à l'OSH, tous les deux aperçus en compagnie de Célia lors de la réunion concernant la santé des jeunes à La Louvière [n°8]. Célia ouvre la réunion [n°9]. Le tour de table de présentation m'apprend que trois autres personnes travaillant au CLPS sont présentes : Stéphane, Nadia et Zoé. Un rapide décompte nous donne cinq personnes du CLPS, deux de l'OSH, une de LLVVS [n°10] et moi qui suis maintenant invité à me présenter. Ce que je fais très succinctement : « Julien Piérart, sociologue, chercheur à La Louvière Ville-Santé » [n°11].

Célia donne l'ordre du jour : il s'agit de faire se rencontrer les intérêts de plusieurs groupes qui travaillent sur le même public (« l'école ») et dans un même territoire (« le Hainaut »). Elle ajoute : « Après la présentation de chacun d'entre eux, il s'agit de se demander comment mettre tous ces **groupes de travail** ensemble ».

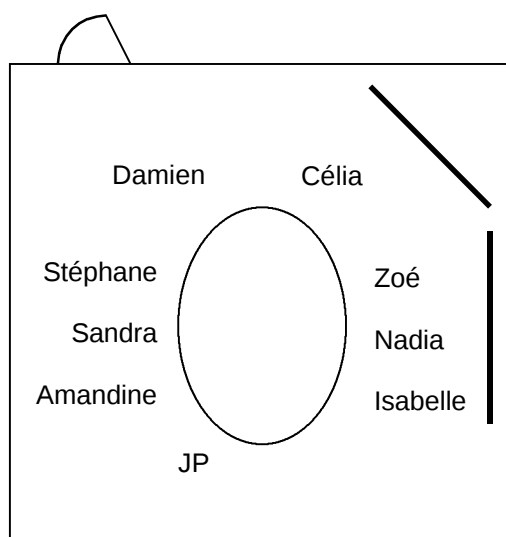


FIGURE 5

Pourquoi cette réunion a-t-elle été organisée ce jour là et pourquoi Amandine (LLVVS) fait-elle des heures supplémentaires pour y assister ? A première vue, nous dirons que c'est parce qu'elle est intéressée par les économies d'énergie que permet de réaliser la coordination de groupes travaillant sur une même problématique. Explication rationnelle très défendable et sans doute un peu naïve. Peut-être est-ce aussi ou uniquement parce qu'elle aimerait en savoir plus sur ce qui se fait à La Louvière en matière de santé des jeunes ? Ou est-ce parce que Célia (CLPS) a su se montrer suffisamment insistante la veille lorsqu'elle a remis l'ordre du jour à Amandine ? Cette dernière et Isabelle (CLPS) étaient alors en réunion, un étage plus bas, discutant d'un projet de lutte contre le tabagisme chez les jeunes. Flash back.

[Extraits de réunion, 13/06/00]

[Au fond du couloir sur lequel donne la salle, la porte s'ouvre. Célia entre et vient nous saluer. Ses premiers mots concernent le colloque sur « les politiques communales de santé », organisé par la Communauté Française, qui aura lieu le week-end qui vient]

Célia à Amandine : pour le colloque de samedi, La Louvière Ville-Santé est citée nommément mais pas les CLPS. **Vous êtes dans l'air du temps**, c'est bien.

Amandine : quelqu'un vient de vendre le concept Ville-Santé. Mais qui ?

Célia : les socialistes ?

Amandine : non. Une députée socialiste m'a téléphoné la semaine passée pour avoir des informations.

[Célia tend un document à Amandine]

Célia : voilà l'ordre du jour pour la réunion sur les « groupes école » de demain. **Il faudra arriver à une décision.** Tu veux un café ?

Amandine : non merci.

Célia s'adressant à Isabelle : tu peux fermer la boutique à 17h00 ?

Isabelle : oui

[Célia est déjà dans l'escalier menant à son bureau]

Pourquoi Célia a-t-elle invité Amandine ? Est-ce parce que, effectivement, de nombreux projets concernant les jeunes sont élaborés à La Louvière Ville-Santé (cet extrait l'illustre une fois de plus) ou parce que La Louvière Ville-Santé est « dans l'air du temps » ? Pourquoi mercredi ? Cela ne pouvait-il pas attendre un autre jour ? Si le temps presse, est-ce parce que le colloque du samedi approche ? Célia y sera peut-être amenée à devoir se justifier devant sa ministre de la bonne exécution de l'une des missions du CLPS : la coordination de projets ? Une seule chose est sûre c'est qu'« il

faudra arriver à une décision ». Fin du flash back. Nous poursuivons la récolte des indices lors de la réunion du lendemain.

[Description de réunion, 14/06/00]

C'est Damien (OSH) qui se soucie de savoir qui rédigera le procès-verbal [n°12]. Zoé (CLPS) se propose [n°13]. Célia (CLPS) demande alors que les cinq « **projets école** » en cours soient présentés. Elle propose à Amandine (LLVVS) de commencer mais celle-ci décline l'offre [n°14] et passe la main à Sandra (OSH). Cette dernière présente le projet intitulé « **la Santé au cœur des Jeunes** ». Tandis que Sandra recule un peu sa chaise pour ne pas tourner le dos à ses voisins (Amandine et moi-même) [n°15], Célia se penche sur ce qu'écrit sa voisine Zoé et Damien se lève pour ramener un tableau blanc sur pied de la pièce voisine [n°16]. Personne ne note à part Zoé. Je remarque qu'un document est posé sur la table devant chacun. Il s'agit du projet qui est actuellement présenté [n°17]. A la fin de l'exposé de Sandra, Damien lui propose de reprendre les objectifs du projet au tableau, « **comme un bon pédagogue** » dit-il [n°18]. Sandra prend le document en question et dicte quatre items à Damien qui souligne ceux qui lui semblent importants en demandant confirmation à Sandra [n°19]. Damien corrige parfois Sandra sur certains termes [n°20]. Il semble très au courant des quatre objectifs [n°21]. Le feutre émet un son strident : Isabelle (CLPS), Amandine, Damien et Sandra rient au sujet du matériel de l'administration communale. Le temps pour Célia de sortir chercher du papier-collant et Damien arrache la feuille du tableau transportable pour la coller au tableau fixe. Quelques secondes de silence. Damien souligne deux mots puis se rassoit.

« Donc c'est à moi » dit Amandine qui se donne la parole et commence à présenter son projet. A partir de ce moment, plus rien ne sera inscrit au tableau à propos des quatre projets suivants et plus aucun autre document de présentation ne circulera [n°22].

La présentation de Sandra et Damien nous apprend qu'il existe actuellement (en 2000) un groupe de travail « école » dans un gros projet international intitulé « la Santé au cœur des Jeunes ». C'est l'un des six groupes de travail créés suite à un forum (en 1999) organisé par un groupe de réflexion sur base des résultats d'une enquête épidémiologique consacrée à la santé des jeunes du Hainaut (en 1998). La prévention des affections cardio-vasculaires par l'adoption de comportements favorables à la santé (alimentation équilibrée, pratique d'activités physiques ou abstention de fumer) est le principal objectif de ce projet. Ceux plus spécifiques au groupe de travail « école » sont affichés au tableau par Damien qui, pour un temps, occupe la fonction d'animateur. Mais il n'exercera pas son rôle de « bon pédagogue » en faveur de tous les projets et le papier-collant de Célia restera inutilisé pour ceux-là. Nous n'aurons donc devant les yeux et ce jusqu'à la fin de la réunion, que les objectifs du projet de l'OSH.

[Description de réunion, 14/06/00]

Amandine (LLVVS) présente le projet de « lieu d'échange pour intervenants en milieu scolaire »⁶⁶. A la fin de sa présentation, Sandra (OSH) s'exclame qu'ils ont aussi le thème des « parents » dans leur projet école [n°23]. Célia (CLPS) demande alors à Nadia (CLPS) de présenter le projet des « midis forum ». Nadia explique qu'il s'agit de rencontres dans les écoles sur le temps de midi. Premièrement pour faire connaissance, deuxièmement pour discuter de contenu et de méthode, troisièmement pour donner de l'information. Elle entame le récit de la façon dont se déroule le projet sans pouvoir être très précise, ce dont elle s'excuse : « je ne sais plus les nombres, je n'ai pas de document rien » [n°24]. Au bout de 10 minutes, elle commence à évoquer les problèmes qu'elle rencontre avec les enseignants dans ces réunions. Célia l'interrompt alors sèchement [n°25] : « je vous bouscule un peu puisqu'il est déjà 9h30 ».

Elle demande à Zoé (CLPS) de parler d'un projet sur Soignies. Après sa courte présentation de deux minutes, Sandra l'interroge sur des détails pratiques. Célia répond [n°26]. Sandra se tourne alors vers elle et Célia décrit en une minute ce qu'elle nomme « une grosse dynamique intersectorielle ». Zoé conclut en disant : « en gros c'est ça ». Sur ce le téléphone sonne dans la pièce voisine et Stéphane (CLPS) part décrocher pour revenir aussitôt avertir Damien (OSH) que c'est son institution au bout du fil [n°27]. Damien s'absente alors deux minutes.

Célia sans attendre introduit la dernière présentation : « Ok. Ça ce sont les expériences les plus **probantes** qui existent sur Mons-Soignies. Il y en a d'autres plus... **ponctuelles** » et elle se tourne vers Isabelle (CLPS). Je remarque que le tour de présentation a suivi une autre logique que le simple mouvement hors-logique [n°28]. De plus les temps de parole sont passés du plus long au plus court (15 minutes pour le projet de l'OSH, 10 minutes pour celui de LLVVS et respectivement 10 minutes, 2 minutes et 20 secondes pour ceux du CLPS) [n°29]. Isabelle évoque donc en un temps record le projet très spécifique de deux dames de La Louvière. « Elles sont trois » de préciser Amandine [n°30]. Sandra demande de qui il s'agit mais Célia interrompt la discussion : « Au niveau du CLPS... » puis elle se tourne vers Isabelle et Amandine qui informent Sandra en aparté, pour leur demander de se taire: « s'il vous plaît, il nous reste une heure » [n°31].

Trente et un indices recueillis en une heure ; ce n'est pas énorme quand on pense au nombre d'entre eux que nous avons laissés échapper. Juste de quoi élaborer quelques hypothèses un peu plus solides sur les mobiles de la réunion. Le jour de la réunion avait déjà éveillé nos soupçons (n°1). Ils se voient renforcés par nos informations sur le lieu de la réunion : le CLPS (n°2) ; le nombre majoritaire des membres du CLPS (n°10) dont le poids est renforcé par l'exiguïté de la salle (n°3) ; le travail d'animation qui est entre les mains de la coordinatrice du CLPS (n°9) aidée par l'une des membres de son équipe

⁶⁶ Projet dont on a analysé dans le chapitre précédent deux réunions ayant eu lieu cinq et quatre mois plus tôt. On apprend que le choix du groupe-cible semble enfin être arrêté -il s'agit de 10 à 15 professeurs par séance- mais que la question de sa fidélisation demeure. Des cinq thèmes entrevus il n'en reste que trois dont l'un est un peu modifié : l'hygiène, l'alimentation et « la gestion des parents ».

qui se porte volontaire pour la rédaction du procès-verbal (n°13) . Tout cela nous fait penser qu'il y a un intérêt massif de la part de l'équipe du CLPS pour ce projet.

La gestion du temps de parole nous met également la puce à l'oreille. Premièrement, le temps presse (n°31) ou plus exactement, c'est l'animatrice qui le rend pressant -car le temps ne compte pas dans un projet, c'est lui qui est compté⁶⁷. Soit parce que Amandine lui a dit en arrivant à la réunion qu'elle devait partir à 10h30, ce qui renforce alors notre hypothèse quant à l'intérêt qu'a le CLPS par rapport à la présence d'Amandine. Celle-ci serait nécessaire « pour arriver à une décision ». Soit parce qu'il y a d'autres raisons à cette urgence, qu'il nous faut encore découvrir. Deuxièmement, le temps ne s'écoule pas pour tous de la même façon. Autant les projets du CLPS sont présentés à vive allure et parfois raccourcis d'autorité par l'animatrice, autant celui de l'OSH bénéficie de plus grandes largesses (n°29). Et Célia, en plus de s'impliquer personnellement dans la présentation de ce dernier -elle sort pour chercher le papier-collant mais pas pour décrocher le téléphone-, délègue un moment son rôle d'animation à Damien (n°18, n°19). Cela eut passé relativement inaperçu si chaque projet avait bénéficié du même traitement, ce qui ne fut pas le cas.

S'il y a traitement inégal, alors pas de doute : des rapports de pouvoir sont en jeu. Encore nous faut-il découvrir lesquels et surtout pourquoi. Ce qui est loin d'être une tâche évidente lorsque tout le dispositif est conçu pour donner l'impression d'un aplatissement des rapports de force : la table est ronde (n°4) et pas carrée ou rectangulaire ; on parle d'animatrice ou de coordinatrice et non de directrice ; de participants, d'invités ou de membres et non d'employés ; de réunion, d'invitation ou d'équipe et non de convocation ou de structure hiérarchique ; on a recourt aux tutoiements et aux prénoms, etc. A cela s'ajoute la découverte des relations d'interconnaissance existant déjà entre les co-présents. On se rappelle avoir vu certaines personnes ensemble à d'autres occasions (n°7, n°8) mais on hésite quant à l'état de leurs affinités.

Nous nous rendons compte par exemple que Damien connaît apparemment aussi bien le CLPS -où il fait suivre ses appels et où il parvient à trouver un tableau d'animation

⁶⁷ LATOUR, *Aramis ou l'amour des techniques*.

(n°16, n°27)- que le projet présenté par Sandra de l'OSH (n°21) ; que Célia n'hésite pas à partager avec lui le travail d'animation (n°12, n°19), ce qui par ailleurs commence à éveiller nos soupçons quant à leur véritable rôle dans la réunion ; qu'Amandine semble en savoir autant sur le projet d'Isabelle, membre du CLPS, (n°30) que ce que Célia sait du projet de Zoé, autre membre du CLPS (n°26).

On croit deviner certains rapports de force qui s'expriment dans des intonations et dans les échanges entre les professionnels. Le fait qu'Amandine se dérobe à la requête de Célia en ne souhaitant pas inaugurer le tour de présentation (n°14) ; le fait que Damien se permette de corriger Sandra sur certains points du projet (n°20) ; le fait que Célia coupe la parole à Nadia du CLPS pour qu'elle cesse la description de son projet (n°25). Sur ce dernier point, un doute nous effleure : serait-il possible que Célia n'ait eu aucune envie que les événements problématiques de la réalisation de tels projets soient exposés ? Comme elle le dit elle-même, il s'agit là des quatre expériences « les plus probantes » et d'une expérience qui n'est pas présentée comme moins probante mais comme « plus ponctuelle » (n°28).

On pressent également quelques tentatives visibles d'intéressement de la part du CLPS et de l'OSH à l'égard de LLVVS : la table alléchante du petit déjeuner (n°6) ; le déplacement de Sandra pour impliquer Amandine dans son exposé (n°15) ; le fait qu'elle jette un pont entre son projet et celui d'Amandine en reliant leurs thèmes communs (n°23) ; la présentation soignée des projets en recourant à un support papier, soit au tableau soit dans un document (n°17-19, n°22, n°24).

C'est donc sur les rapports un peu confus entre ces deux institutions, OSH et CLPS, que nous allons plus spécifiquement concentrer toute notre attention, en espérant que notre intrusion « dans ce monde là » ne brouille pas trop les pistes (n°11).

[Description de réunion, 14/06/00]

« S'il vous plaît, il nous reste une heure » nous rappelle Célia (CLPS) juste avant de dresser un portrait alarmant de son institution. Elle explique que le colloque sur « les politiques communales de santé » qui aura lieu samedi est une grande « vitrine politique ». Que c'est organisé par leur propre ministère mais que les CLPS n'y sont même pas mentionnés. « Pourtant (elle lit une note à voix haute) « la constitution d'un réseau de mandataires communaux soucieux de la politique de santé dans leur

commune », c'est de notre ressort ». « Il faut qu'on se bouge » dit-elle pour conclure « parce qu'il y a aussi le couperet budgétaire. Un préavis va tomber lundi ».

La nouvelle ne laisse personne indifférent. Zoé (CLPS) et Nadia (CLPS) chuchotent. Isabelle (CLPS) interpelle Célia : « il y a des choses qui se font. Il ne faut pas dire que... ». « Ok, mais il faut mieux s'informer » répond la coordinatrice du CLPS. Quant à Amandine (LLVVS), elle en tire ses propres conclusions qui donnent lieu à quelques explications :

Amandine : donc, vous cherchez des gens pour organiser une foire aux idées avec des écoles.

Sandra (OSH) désignant Damien (OSH) : avec nous **et toute** l'artillerie de l'OSH.

Amandine : **ce n'est pas rien** !

Célia : Stéphane a une grosse expérience des concours.

[sur ce Stéphane relate son expérience de concours à la Ligue des Familles]

Amandine : mais ce n'est pas d'un concours dont on parle, c'est d'une foire aux idées !

Célia [en aparté] : et l'**ORPAH** ?

Damien : il nous **soutient** toujours.

Sandra : en fait c'est une foire aux idées suivie d'un concours.

Damien : on a déjà organisé ce genre d'événement. [Il donne des exemples]

Amandine en savait plus que moi. Elle savait qu'on allait parler d'une foire aux idées. Ma filature a évidemment laissé passer cette information comme beaucoup d'autres. Mais ce n'est qu'une preuve de plus pour nous faire penser qu'en réunion il y a toujours des personnes qui en savent plus que les autres. D'ailleurs nous voilà quelque peu rassuré de voir Amandine apprendre en même temps que nous qu'il est également question d'un concours.

Dans cette description nous découvrons enfin une belle pièce à conviction. Même pas besoin de fouiller dans les tiroirs, on nous apporte sur un plateau « le couperet budgétaire ». Comme la définition de pièce à conviction l'indique, il s'agit bien d'un objet permettant d'établir une preuve. L'économie est donc le principe de réalité de ce projet, c'est elle qui le pousse à être réalisé. C'est elle le mobile, celle qui mobilise ces professionnels. Bien que d'après Célia, il y ait « aussi » cette sorte d'invisibilité du CLPS dans un réseau mis sur pied par son propre ministre de tutelle. Est-ce plutôt cette sourde absence ou la lourde présence du couperet qui amène un CLPS à moins informer que s'informer ?

En voyant les sept personnes du CLPS et de l'OSH déjà réunies à notre arrivée (indice n°5), nous étions loin de nous douter que nous débarquions dans un QG militaire

oeuvrant à la préparation d'une véritable machine de guerre. Celle qui mobilisera « toute l'artillerie de l'OSH » (environ une centaine de personnes) autour du plan de bataille du CLPS. Avec en outre un renfort de l'ORPAH⁶⁸, comme soutien logistique ou plutôt financier ou alors moral ? A vrai dire on ne sait pas. Mais ce n'est déjà pas si mal pour organiser une foire aux idées et un concours, tout au moins retiendra-t-on que « ce n'est pas rien ».

L'interrogation sur la pertinence du projet fait maintenant l'objet d'une très brève discussion. Sans rencontrer la moindre opposition, Damien pose la question et y répond lui-même en disant qu' « une foire aux idées ça ne changera rien ».

[Description de réunion, 14/06/00]

Damien (OSH), après avoir donné des exemples de concours et autres projets similaires, s'adresse directement à Amandine (LLVVS) en lui disant : « il faut maintenant juger de la pertinence de ce projet. C'est là que vous devez donner votre avis. Pourquoi **la situation de la santé à l'école ne bouge pas** depuis vingt ans ? ». Sans attendre la réponse, il continue « il faudrait peut-être en appeler à la ministre comme en RDA ». Ceci déclenche les rires de Célia (CLPS) et Nadia (OSH). Amandine pense qu'on pourrait y arriver au niveau communal « pour autant qu'il y ait une volonté politique » ajoute-t-elle sous les signes de tête approuvateur de Stéphane (CLPS). Damien conclut : « **une foire aux idées ça ne changera rien**. Il faudrait en appeler aux politiques mais ils ont peur ».

Qu'il s'agisse d'un manque de volonté ou de crainte, la faute revient aux politiques. Et l'élaboration de se poursuivre. La pertinence d'un projet entendue comme sa capacité à faire « bouger » des « situations », n'est pas un mobile nécessaire. Au moins nous voilà fixés sur ce point.

b. Un mapping collectif

Alors que dans la première partie de notre analyse, nous nous étions lancés seuls en quête d'indices, on constate dans cette deuxième partie qu'un véritable collectif d'enquête commence à apparaître et sans doute, était déjà présent depuis le début de notre investigation.

⁶⁸ Office Régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture.

[Description de réunion, 14/06/00]

Isabelle (CLPS) aimerait poser une question par rapport à la constitution du comité organisateur mais sa requête n'est pas prise en compte par Célia (CLPS) [n°32]. Tandis que Sandra (OSH) lui répond en aparté en montrant du doigt Damien (OSH) et Célia, cette dernière s'adresse à Amandine (LLVVS) pour **savoir ce qu'elle pense du projet**. Amandine en guise de réponse demande à Stéphane (CLPS) davantage de détails sur l'organisation d'un concours [n°33] : il relate à nouveau la même expérience, aborde les questions du prix, du jury, des critères d'évaluation à mettre au point. Au moment où Amandine demande à Célia combien d'écoles de la Province seraient concernées, Damien la reprend en lui disant qu'il s'agit de « Mons-Soignies » [n°34]. Célia demande à Isabelle de répondre. Ce qu'elle fait en partie avant de parler des principaux défauts de ce type de projet et d'en conclure que « **c'est très lourd** ». Amandine enchaîne immédiatement : « on a déjà lancé un concours il y a quelques années mais personne ne s'est inscrit », ce que Isabelle confirme. Damien se montre sceptique : « ça s'est curieux... » et Isabelle lui répète que c'est très lourd [n°35].

Silence.

Nadia (CLPS) a une idée, elle pense qu'il faudrait... Mais elle ne peut aller plus loin, Damien la coupe en disant : « moi j'ai été animateur de groupe... » et il explique que son expérience en la matière lui fait penser que **c'est faisable**. Nadia s'interroge sur le type de public recherché : s'agit-il d'un public intermédiaire ou d'un public final ? [n°36] Sur ce Sandra enchaîne en parlant de ce qu'elle appelle « **les couacs** » -les petits incidents de parcours « toujours possibles dans l'organisation d'une foire aux idées »- mais en conclut que « il y a moyen ». Ce à quoi Isabelle s'oppose de plus belle : « on l'a fait et il n'y avait pas de monde ! ». Damien vient clore la discussion : « donc on choisit le public final comme option » [n°37]. J'avoue que je n'ai pas bien compris ce qui vient de se passer et d'où sort cette décision abrupte. Mais Amandine semble avoir perçu certaines choses et en tire ses propres conclusions : « **donc le projet n'est pas défini !** Quid de mon investissement et quel territoire ? » [n°38]. Son ton péremptoire appelle une réponse immédiate. Elle vient de Sandra et Célia : c'est l'arrondissement de Mons-Soignies. Et Célia ajoute : « mon idée, c'est qu'on a chacun des expériences et qu'il faudrait remettre ça dans un seul groupe ».

Des questions sont posées ouvertement sous la forme de requêtes directes (n°32, n°36, n°38) ou de contre-requêtes d'information (n°33). Il apparaît clairement que l'affaire commence à intriguer d'autres personnes que l'enquêteur officiel, même là où on ne les attendait pas : au sein-même de l'équipe du CLPS. Isabelle est la première à vouloir en savoir plus sur l'identité des organisateurs de ce projet mais sa question ne reçoit qu'une réponse très discrète. Sandra s'interroge sur celle du public : pas de réponse. Mais la réaction de Damien à cette question, aussi étrange qu'elle puisse paraître (n°37), nous permet tout de même d'y voir plus clair.

En reprenant la lecture des événements contenus dans cette séquence d'action, on peut relever quatre mouvements dans lesquels la coordinatrice de LLVVS est à chaque fois impliquée. Premièrement, la coordinatrice du CLPS lui demande de préciser quelle est sa position, voir de prendre position par rapport à ce projet. Amandine temporise en demandant un complément d'information. Deuxièmement, Isabelle et Amandine soulignent les difficultés qu'il y a à réaliser ce genre de projets. Si Isabelle insiste « lourdement » (n°35), Amandine fait un constat plus prudent sans tirer de généralités. Troisièmement, Damien et Sandra vont véritablement pousser le projet à travers ces difficultés. Ils font le *forcing*. Alors que Sandra minimise les problèmes (ce ne sont que des « couacs » après tout), Damien coupe et tranche d'autorité. Quatrièmement, Amandine ne déclare toujours pas sa position, exigeant d'en savoir encore plus sur ce qu'on attend d'elle et sur le territoire (n°38).

Tout porte à croire que cette interrogation sur le territoire vise à démêler l'écheveau des enjeux du CLPS et de l'OSH. Pourquoi la coordinatrice du premier tire Amandine vers une prise de décision et laquelle, tandis que les représentants du second la pousse dans le dos ? Pourquoi La Louvière Ville-Santé fait maintenant l'objet de toutes les attentions ? Ces questions que nous nous posons, Amandine les pose. Juste après avoir découvert que le scénario du projet n'était pas encore tout à fait écrit -« donc le projet n'est pas défini »- bien que certaines scènes ne soient plus discutables (n°34) et peut-être même certains rôles -dont le sien-, elle exige des réponses (n°38). L'une arrive limpide et claire : le territoire du projet c'est celui du CLPS. L'autre trouble et troublante : il faudrait rassembler des projets similaires dans un seul groupe. On en sait donc toujours pas plus sur ce qui est attendu d'Amandine. Et dans cette explication, où sont passés le besoin de reconnaissance du CLPS et le couperet budgétaire ?

[Description de réunion, 14/06/00]

« On n'a pas assez défini le levier » reprend Damien (OSH), « **quels sont les besoins ?** ». Amandine (LLVVS) s'oppose et dit n'être pas d'accord avec cette question. Nadia (CLPS) non plus. Selon elle « c'est une question de communication. Si on fait de la publicité pour des expériences heureuses, ça devrait susciter la présence des profs ». Mais Damien lui demande ce qu'il en sera de leur investissement dans le projet, « qu'est-ce qui va faire qu'ils s'investissent ? ». « **La communication c'est le plus important !** Il faut d'abord travailler ça » dit Nadia. Sandra (OSH) aimerait intervenir

mais Célia (CLPS) passe la parole à Amandine qui souhaite changer de sujet : « il faut revenir aux objectifs de cette réunion ou bien on va discuter de méthodes ».

Célia : tu as raison. **Le temps presse.**

Damien : mais j'aimerais rajouter juste un point sur...

Célia : la question n'est pas là. Des positions institutionnelles doivent être prises. Il en va d'une **réorganisation du budget**. Pour l'OSH et le CLPS, **on parle d'un an de travail**. Donc est-ce que vous pouvez vous y engager ?

Sandra : **Non.**

Damien : comment ça non ?

Sandra : c'est un problème d'agenda de projet pour l'OSH.

Damien : c'est pas un problème !

A nouveau cette impression que quelque chose nous échappe. A défaut de couperet, on allait avoir un « levier » et voilà qu'une controverse à son propos surgit : est-ce le besoin ou est-ce la communication qui fait avancer le projet ? Peu importe semble dire Amandine qui renvoie le levier dans la caisse à outil de la méthodologie ; à ce stade-ci de l'élaboration, « besoins » et « communication » font bien moins avancer le projet que « le temps qui presse » et « la réorganisation d'un budget ». Il faut d'abord en revenir à la question qui nous occupait juste avant celle-ci, celle qui était bien partie pour déboucher sur cette fameuse prise de décision qui doit, ne l'oublions pas, sortir de cette réunion.

C'est bien cela l'objectif de la réunion. Et il semble qu'il ne puisse être atteint sans certaines clarifications. Notamment en ce qui concerne ce surprenant refus de Sandra qui vient brouiller toutes les pistes de notre investigation. L'OSH et toute son artillerie ne seraient donc plus partie prenante dans ce projet ? Nous apprendrons par la suite que c'était en fait une question d'implication personnelle, le contrat de Sandra étant interrompu endéans la fin de « l'année de travail » évoquée par Célia. Mais sur le moment, il est impossible de décider qui de la porte-parole d'une institution ou de la future licenciée est en train de parler .

[Description de réunion, 14/06/00]

Célia (CLPS) se tourne alors vers Amandine (LLVVS) et lui demande si son groupe de projet pour intervenants en milieu scolaire peut s'intégrer. « Il faut voir... on ne travaille pas comme ça » répond Amandine sous les hochements de tête d'Isabelle (CLPS). Damien (OSH) qui s'est entre-temps dirigé vers le tableau transportable insiste pour avoir une réponse parce qu'il est en train d'y inscrire le nom

« des partenaires potentiels » : « le CLPS, l'OSH, le Service de Prévention de la ville de Mons, la coordination sociale de Soignies, l'ORPAH, LLVVS ». A peine a-t-il fini d'écrire les initiales de La Louvière Ville-Santé qu'Amandine lui signifie que « c'est non jusqu'à la fin de l'année pour participer à un nouveau groupe de travail ». Damien lui demande alors si il n'y a pas un certain intérêt pour La Louvière Ville-Santé de rencontrer des gens de Soignies, de Mons, ... « ou vous travaillez uniquement sur La Louvière ? » dit-il sur le ton du reproche. « Ce n'est qu'une question d'agenda » répond Amandine. Damien insiste, lui dit qu'il y a peut-être moyen de s'arranger, propose une alternative mais Célia, sans attendre, demande à Isabelle et Nadia (CLPS) ce qu'il en est de leurs projets : « Et vous ? Vos projets pourraient rentrer en contradiction. Donc **je voulais créer une plate-forme...** ». Mais « non » répond Isabelle, « ces projets n'entrent pas en contradiction ».

Silence.

Deux refus cinglants confinent au silence le trio formé par Sandra, Célia et Damien. Peut-être que ce dernier a-t-il voulu aller trop vite en quittant la table de réunion pour le tableau blanc, en confondant son rôle de participant avec celui d'animateur, en passant de la carotte au bâton ? Amandine nous dira par la suite que les inscriptions de Damien l'ont fait « tiquer », ce que nous n'avions pas perçu sur le moment. Alors qu'elle avait été invitée pour parler au nom du groupe de projet pour intervenants en milieu scolaire, c'est toute l'équipe permanente de La Louvière Ville-Santé qui se retrouve inscrite au tableau. A ses yeux, il y avait dans cette manœuvre quelque chose de peu correct. Envolés les plans de bataille, la machine de guerre et les prises de positions. Célia parle déjà du projet à l'imparfait. Nous ne sommes pas loin de l'anéantissement de cette réunion, du néant, du « rien » qui a déjà été évoqué à deux reprises par Amandine. Nous allons percer le mystère, pouvoir conclure en disant qu'effectivement tout cela ne rime à rien. Mais pourquoi diable Amandine décide-t-elle donc de relancer la machine ?

[Extraits de réunion, 14/06/00]

[silence]

Amandine : on pourrait peut-être faire autre chose. Un événement médiatique ?

Sandra [énervée] s'adresse à Amandine : Ce que vous voulez faire dans votre projet pour intervenants en milieu scolaire, est-ce que ça ne pourrait pas accrocher à ce projet ?

Damien : mais ce n'est que La Louvière !

Sandra : oui mais il faut bien faire quelque chose !

Damien : on ne peut pas redescendre au niveau du village ! Et l'ORPAH...

Nadia à Isabelle [en aparté] : c'est un truc institutionnel et c'est tout.

Amandine : qu'est-ce que l'ORPAH a avoir là-dedans ?

Damien : il donne des fonds plus importants que la Communauté Française.

Nadia : c'est une logique institutionnelle, c'est ça ?

Sandra : oui. Il faut qu'on liquide un budget avant décembre.

Amandine : **alors faisons une vitrine** en deux ou trois mois.

Célia : il était temps que cette réunion arrive.

Domage pour notre jolie conclusion sur le néant. Au moins on aura trouvé un mobile supplémentaire. Il n'est pas bien joli mais on n'aura pas besoin d'interrogatoire musclé pour entendre ces professionnels passer aux aveux. Notre recherche aboutit donc sur un nouveau dévoilement d'agenda. Après l'agenda du CLPS, c'est celui de l'OSH qui s'ouvre au bout d'une longue enquête menée par ceux qui en savaient moins que les autres. Le sociologue n'y est pour rien. Son seul mérite, comme l'un des professionnels nous l'expliquera des mois après cette réunion, c'est d'avoir tenté de systématiser une infime partie de la pratique intuitive de cartographie des territoires institutionnels que nous appellerons *mapping*.

Durant les dix dernières minutes de cette réunion, tout ira un peu plus vite. D'autres mobiles s'ajouteront, l'idée de « faire une vitrine » uniquement ne sera pas retenue, la résistance d'Amandine ira en décroissant, Damien et Célia se feront plus insistants, les demandes se clarifieront quant aux rôles attendus et des positions finiront par être modifiées. On se quittera dans une bonne entente, en retirant tout ce qui fut « mal entendu ».

[Extraits de réunion, 14/06/00]

Célia : moi je ne veux pas que du médiatique. Notre boulot, c'est de créer des foires aux idées. Et il y a des intérêts institutionnels. Il faut donc trouver un moyen de les imbriquer.

Damien qui parle, dit-il, au nom de l'OSH : nous on n'a pas d'intérêt sinon celui de **faire quelque chose**. Même n'importe quoi !

[Sandra montre qu'elle n'est pas tout à fait d'accord avec ce qui vient d'être dit]

Amandine : mais il faut encore parvenir à mobiliser les gens. Un partenariat ne se crée pas comme ça, même pour la vitrine.

Nadia : mais il y a le partenariat et les petites mains.

Damien : c'est une philosophie de réunir des gens. Nous **on a des gens demandeurs** pour ce projet...

Amandine : et qu'est-ce qu'ils sont prêts à faire ? C'est comme moi, ils n'ont pas le temps. Pour organiser un événement médiatique, c'est simple et rapide.

Sandra : c'était l'idée de départ mais **on a voulu en faire un truc plus actif**.

[Célia interrompt la discussion d'un geste de la main puis s'adresse à Stéphane]

Célia : est-ce que c'est faisable ?

Stéphane : oui, c'est faisable.

Célia : donc, c'est faisable !

Amandine : qu'est-ce qui est faisable ?

Célia : écoute Amandine, j'ai besoin de toi au niveau du groupe qui chapeaute. Ce n'est pas de la gestion de paperasserie ni du travail de petites mains.

Damien : ce serait dommage que La Louvière Ville-Santé l'apprenne par la presse, non ?

Amandine : Ok. Mais c'est parce que ta demande s'adresse à moi et pas au groupe du projet pour les intervenants scolaires.

[Célia dit qu'**il y a eu un malentendu** à ce sujet. Mais Nadia confirme que c'est bien comme ça que les choses ont été présentées à Amandine. Célia retire ce qu'elle a dit.]

Il est 10h30, Amandine doit quitter la réunion. Célia la raccompagne. Nous aimerions en savoir plus. Il y a tellement de pistes à suivre maintenant, tellement de mobiles : la reconnaissance du CLPS, les problèmes de financement chez l'un, les délais d'écoulement de budget chez l'autre, l'envie de ne pas faire que de la vitrine, la demande des gens, le souhait de faire « un truc plus actif ». Pour cela, on pourrait prendre en filature les acteurs un par un dans leur propre travail d'investigation. On pourrait en apprendre davantage sur le fait qu'Amandine ait dit un jour, après avoir fait une amère expérience du décret de 1997 qui institue les CLPS, qu'il faudrait « à partir de maintenant compter avec le CLPS » ; sur le fait qu'Isabelle était l'ancienne coordinatrice du CLPS en 1995, appelé alors CLC (Commission Locale de Coordination) ; que Stéphane et Zoé venaient d'arriver au CLPS ; que Nadia avait des difficultés relationnelles avec sa coordinatrice et inversement ; que l'OSH soit représenté au conseil d'administration du CLPS ; qu'un des membres influents de ce conseil ait d'étroites affinités avec l'échevin de la santé de La Louvière, supérieur hiérarchique direct d'Amandine, etcetera. Mais saurons-nous jamais quels sont les véritables mobiles de cette affaire ? Nous pouvons seulement affirmer que les supputations des professionnels affectent l'élaboration des projets de promotion de la santé. Pour le reste, « à chacun sa vérité » comme le dit le dramaturge Luigi Pirandello.

[Document B, 2004, p.3]

[Après un terrible tremblement de terre qui ravagea toute une cité, une famille vient trouver refuge dans une ville proche, ne possédant plus rien, pas même la possibilité de prouver qu'ils sont bien ce qu'ils disent être, tous les bâtiments officiels et leurs archives ayant été détruits. La famille doit alors faire face à l'inquisitoire curiosité des habitants]

A chacun sa vérité est annoncée comme une parabole, une histoire allégorique sous laquelle se cache un enseignement. L'histoire est apparemment simple : il s'agit d'élucider qui détient la vérité dans le trio formé par Monsieur Ponza, sa femme et sa belle-mère Madame Frola... Mais qui est Madame Ponza ? La seconde femme de Monsieur Ponza, ou la première ? Est-ce madame Frola qui est folle en croyant que sa fille, disparue depuis quatre ans, est bien l'actuelle épouse de son gendre ? Ou bien est-ce lui Monsieur Ponza, le fou, prenant pour seconde épouse, sa première femme qui lui aurait été rendue après un séjour en maison de santé ? Et du reste, qu'est-ce que la normalité ? Où commence la folie ? Et qui peut se targuer de connaître la vérité dans les relations humaines ? Cette vérité apparaît différente pour chacun de nous, selon notre propre perception. Et qui sommes-nous au juste dans le regard des autres ? Le miroir lui-même nous renvoie une image faussée de notre propre personne ! et de plus nous sommes nous-mêmes à chaque instant en pleine mutation. Comment alors avoir des certitudes ? Pirandello, par le truchement de son porte-parole, Lamberto Laudisi, nous propose à travers ce questionnement, de nous écarter des idées reçues, de ces vérités que l'on croit absolument irréfutables, il nous force à nous méfier de fausses nouvelles démenties le lendemain, en nous présentant les inutiles démarches de cette sorte de tribunal de la bienséance formé par les habitants de la petite ville de Valdano où se déroule l'enquête sur la vie privée des nouveaux venus. Tribunal un peu voyeur et fort cruel puisqu'il ne prend pas en compte les effroyables malheurs de la famille Ponza endeuillée par un tremblement de terre. Pirandello requiert ici une attitude active de la part des spectateurs qui se posent en même temps que ses personnages des questions à propos du cas à élucider, jusqu'à nous conduire au vertige. Avec Laudisi et Madame Ponza, Pirandello nous propose d'être attentifs aux autres et de respecter ce qui leur apparaît comme la vérité. Mais si Laudisi est un dialecticien, qui prend plaisir à dérouter son auditoire, il est également sensible au malheur d'autrui : il pense qu'il n'y a pas d'un côté la vérité et la raison, et de l'autre l'erreur et la folie, et son rire moqueur qui ponctue la fin des actes est démystificateur, car il remet en cause les vérités établies.

Il nous faut montrer qu'en 1998 et en 1999, Sandra et Célia ont éprouvé des situations fort proches de celles dont Isabelle et Amandine ont fait la désagréable expérience dans la réunion décrite ici. Chacune a dû procéder, à propos du même projet, à une importante activité de décodage institutionnel. Chacune s'est montrée attentive à ce qui était en train de se passer sous ses yeux, au rôle qu'on voulait lui faire jouer, à la pièce dont on plantait le décor, au texte du scénario. Chacune en tira ses propres conclusions, modifia son rôle sur base de ses hypothèses et su tirer parti, ou non, de certains dévoilements d'agendas en modifiant petit à petit le scénario du projet. Ainsi Sandra fut officiellement engagée par l'OSH en 1998 comme la coordinatrice d'un projet sur la

santé des jeunes dont devait émaner un forum en 1999. Dans le groupe de réflexion chargé de sa préparation on retrouvait déjà Amandine. Pour accélérer le processus de réflexion, un séminaire préparatoire d'un week-end fut organisé par l'OSH dans lequel on retrouva Célia et Damien. Ce dernier fut enrôlé dans le projet de forum par Sandra qui put apprécier ses talents d'animateur lors du week-end. Le forum donna lieu à six groupes de travail coordonnés par un comité de pilotage dont Célia, Damien et Sandra étaient les maîtres d'œuvre. Mais le groupe de travail « école » se vida rapidement de ses inscrits et il fut décidé par Célia, Damien et Sandra, en janvier 2000, de relancer ce groupe de travail en organisant un concours. L'invitation fut lancée à Amandine.

[Extraits d'entretien, 19/06/01]

[Sandra de l'OSH, à propos de la 1^{ère} étape du projet débutée en mai 1998 : le groupe de réflexion]

Sandra : La première réunion du groupe de réflexion, je l'avais préparée d'une certaine façon en disant que j'allais commencer, comme je l'avais dit à Charles C., mon directeur, en montrant les résultats partiels de l'enquête épidémiologique sur la santé des jeunes et puis en demandant aux gens ce qu'ils en pensaient, ce qu'on pouvait faire, etc. Et en fait très vite, je n'ai pas pu placer un mot. C'est mon directeur qui a pris la parole. Tout le monde se demandait ce qu'il faisait là. C'était une réunion qui a été extrêmement pénible. Tu sais moi je débarquais **dans ce monde là**, c'est-à-dire que je ne savais pas du tout que rien n'allait. Donc je me suis sentie un peu victime, otage de tout ça. [...] Par la suite, il y a eu encore quelques réunions du groupe de réflexion, groupe de professionnels qui avaient en plus des tas d'autres choses à faire et qui se sont sentis, je crois, aussi otages. Ils avaient l'impression qu'ils étaient complètement **manipulés**. [...] C'était ce groupe de réflexion qui allait devoir organiser le forum puisque tout devait venir « du terrain » -le groupe de réflexion c'était « le terrain » et le forum c'était « l'émanation du terrain ». Il y aurait bien sûr la présentation des résultats définitifs de l'enquête et aussi la présentation de tout ce qui s'était fait dans le domaine de la promotion de la santé suite à la présentation des résultats partiels. Evidemment il n'y avait rien.

[Extraits d'entretien, 31/05/01]

[Célia, coordinatrice du CLPS des arrondissements de Mons et de Soignies, à propos de la 2^{ème} étape du projet réalisée en mai 1999 : le forum]

Célia : On était une bonne quinzaine [réunis lors du séminaire de préparation du forum] et c'était le foutoir total. C'était hallucinant de foutoir parce que il y avait Charles C. qui est arrivé avec des idées déjà toutes construites et la démarche de « vous allez arriver à dire ce que moi j'ai déjà préparé »... une **manipulation** totale. J'ai compris, on a compris tout de suite. Je lui ai dit « mais attend Charles, si **tu as tout décidé** de ce qui doit sortir comme résolution du forum, il faut le dire et alors on travaille différemment ». Mais alors il essayait des stratégies pour que ce soit soi-disant une construction de partenariat, c'était en fait déjà tout cadré.

[Extraits d'entretien, 11/06/01]

[Isabelle du CLPS, à propos de la 3^{ème} étape du projet, la réunion du 14 juin 2000 : le groupe de travail]

Isabelle : C'était affreux cette réunion là. Ca c'était... c'était terrible cette réunion là.

JP : comment tu as vécu ça ?

Isabelle : en fait, moi j'ai eu le sentiment d'être là **pour jouer un rôle**. Déjà pour commencer, on était beaucoup du CLPS à être présent. Et ce n'était pas tout à fait notre place puisque on était à un autre niveau. Moi je pense que c'était la place de la coordinatrice du CLPS uniquement [Célia]. Et nous on avait l'impression qu'on était là pour abonder, pour aller dans leur sens, pour acquiescer et pour mieux dorer la pilule... **Les dés étaient pipés**.

[Extraits d'entretien, 17/07/01]

[Amandine, coordinatrice de La Louvière Ville-Santé (LLVVS), à propos de la 4^{ème} étape du projet réalisée en mai 2001 : la foire aux idées]

Amandine : **La foire aux idées** vient d'avoir lieu. Mais finalement, ce projet était une **action qui ne se reliant à rien**. Qu'est-ce que ça peut apporter pour la société ? Je me le demande.

Finalement, chacune de ces quatre personnes regrette que l'analyse du sens de la situation ait primé, durant les quatre années d'élaboration de ce projet, sur les principes de justice ou sur les discussions concernant les « vrais problèmes », par exemple, « voulait-on d'un individu-sujet ou d'un individu-objet dans ce projet » ? Une question à laquelle Amandine n'aura jamais de réponse et c'est en cela que ce projet n'était relié à rien selon elle. Retenons donc, au-delà de la recherche d'intérêts que le sociologue ne pourra jamais prétendre connaître « en vérité », que beaucoup de professionnels s'indignent et souffrent de cette situation où le décodage institutionnel prime sur l'actualisation de leurs principes de justice, ce qui entache grandement l'idéal d'une « action publique saine » qu'ils sont censés mettre en oeuvre. Et, bien qu'on ait formulé le souhait au début de notre enquête d'étendre notre approche pragmatique, comme le conseille Jean-Marc Weller, aux représentations de l'action publique idéale, remarquons déjà qu'il nous sera très difficile de les saisir en réunion d'élaboration de projet car elles ne font quasiment jamais l'objet de discussions et disparaissent régulièrement sous l'analyse du sens de la situation⁶⁹.

⁶⁹ J.-M. WELLER, "La modernisation des services publics par l'utilisateur : une revue de la littérature (1986-1996)" (1998).